



2016

RAPPORT ANNUEL

UN LEADERSHIP RENOUVELÉ
engagé pour la durabilité,
l'égalité et la justice



2016 a constitué une année historique pour CGLU et les gouvernements locaux et régionaux dans leur ensemble, comme l'indique clairement ce rapport annuel.

Comme le démontre son **partenariat stratégique avec l'Union européenne**, CGLU est désormais reconnue en tant que l'organisation mondiale la mieux placée pour représenter les gouvernements locaux et régionaux à l'échelle internationale. Nos membres représentent des gouvernements locaux et régionaux de toutes tailles et de tous les continents. En 2016, CGLU a poursuivi une mission, celle de devenir un partenaire essentiel sur la scène internationale, qui **fasse entendre la voix des gouvernements locaux et régionaux**.

La communauté internationale a conclu l'année 2015 avec l'adoption d'un Agenda universel de développement durable à l'horizon 2030, de l'Accord de Paris sur le climat, de l'Agenda d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, ainsi que du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Ce renouvellement des principaux Agendas mondiaux a culminé en 2016 avec la Conférence Habitat, célébrée tous les 20 ans, et avec **l'adoption du Nouvel agenda urbain**.

L'organisation de notre **5ème Congrès mondial à Bogotá**, juste après la Conférence Habitat III à Quito, a confirmé la pertinence historique de cette année, tout en démontrant clairement que les gouvernements locaux et régionaux s'engagent à contribuer à la réalisation du **Nouvel agenda urbain**.

Le Congrès mondial a accueilli plus de 3 500 délégués, avec un programme de plus de 150 sessions. L'engagement actif des membres et des partenaires de CGLU en tant que coorganisateur du Congrès mondial a permis d'élargir l'éventail des débats et des échanges sur des questions pertinentes pour les gouvernements locaux et régionaux. À l'approche de Bogotá, la tenue du **Second séminaire annuel de CGLU** s'est révélée indispensable pour définir des actions communes et favoriser le sentiment d'appropriation et de cohésion dans les différentes parties du réseau.



JOSEP ROIG
UCLG

EDITORIAL

Le Congrès mondial de Bogotá nous a également permis de participer aux processus de démocratie interne qui sont à la base de notre organisation, avec l'élection de **notre Présidence et de nos instances statutaires**. Avec une nouvelle équipe présidentielle dirigée par **Mpho Parks Tau**, président de l'Association des gouvernements locaux d'Afrique du Sud, CGLU s'appuiera sur son héritage et cherchera à atteindre un prochain jalon dans sa quête de reconnaissance et de réussite. Notre point de vue devra inspirer et nourrir la définition et la mise en œuvre des Agendas internationaux qui concernent les problèmes de la vie quotidienne de nos populations.

Grâce à notre Global Taskforce et à son travail de facilitation, CGLU a favorisé une mobilisation sans précédent des leaders locaux et régionaux au cours du **processus d'Habitat III**, et a plaidé pour l'inclusion de nos recommandations au sein du Nouvel agenda urbain. A Quito, la visibilité de l'**Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux**, le mécanisme politique facilité par la Global Taskforce, et sa reconnaissance officielle dans le document final d'Habitat III, couronnent de succès nos efforts communs et témoignent de la représentativité et du pouvoir de mobilisation de CGLU.

En 2016, le **quatrième Rapport GOLD « Co-crée le futur urbain »** a également été lancé. Le rapport, qui se base sur un vaste processus de recherche et de consultation, a présenté les agendas des métropoles, des villes et des territoires et toute une série de recommandations politiques - **l'Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux**. Ce travail, accompagné des recommandations de la Global Taskforce, a fourni des éléments pour l'élaboration de **l'Engagement de Bogotá et l'Agenda d'action**, la principale réalisation politique du Congrès mondial de CGLU à Bogotá, qui décrit les actions locales, nationales et mondiales qui seront nécessaires pour réaliser les principaux Agendas mondiaux de développement durable.

CGLU a également consolidé en 2016 sa position de réseau qui adapte son travail en fonction de la demande de ses membres et favorise **l'apprentissage par les pairs**. Pour ce faire, les membres et les partenaires sont impliqués afin d'identifier des solutions locales pour répondre aux défis communs mondiaux. CGLU cherche à faire progresser les capacités des gouvernements locaux au niveau de la gestion et de la planification du développement urbain local.

Après de nombreuses années de plaidoyer, CGLU et ses membres peuvent se réjouir des réalisations importantes inscrites à l'Agenda international. Suite à l'adoption des principaux Agendas mondiaux, notre réseau devra se réinventer afin de **faciliter la mise en œuvre de ces Agendas** au niveau local et d'exercer une influence dans une perspective locale.

Alors que nous nous tournons vers l'avenir, l'Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux élaboré par CGLU se reflète dans **l'Engagement de Bogotá**. Il est clair que l'Agenda proactif des gouvernements locaux et régionaux indiqué dans l'Engagement de Bogotá ne peut être compris ni mis en œuvre sans prendre en compte le contexte international fourni par les Agendas de développement internationaux, auxquels nous avons contribué ces dernières années.

La mise en œuvre des objectifs mondiaux grâce à l'Engagement de Bogotá est ce que nous appelons la **« localisation » de l'Agenda mondial de développement**. Dans ce but, nous aiderons les membres de CGLU à mettre en œuvre les Agendas mondiaux au niveau local et territorial. Nous souhaitons que la voix des gouvernements locaux et régionaux se fasse entendre sur la scène internationale, en soulignant les priorités, les défis et les réalisations du niveau local. Nous faciliterons les contributions des membres de CGLU au suivi de la mise en œuvre des Agendas mondiaux de développement. Nous renforcerons CGLU en sa qualité de réseau d'apprentissage, en soutenant une coopération décentralisée et la mise en œuvre des priorités locales et régionales dans le cadre des Agendas mondiaux de développement. Nous fortifierons notre réseau, avec davantage de participation politique, en créant de nouveaux outils pour une action synchronisée, en renouvelant les partenariats et en garantissant la responsabilité partagée de nos actions par l'ensemble des membres concernés.

En 2017, CGLU aura besoin de vous pour diffuser nos rêves et nos valeurs, pour amplifier notre voix, pour échanger sur nos actions et nos expériences. Nous sommes impatients de parcourir ce chemin avec vous et de compter sur votre engagement pour cette nouvelle phase passionnante !

Josep Roig
Secrétaire Général

SOMMAIRE

0. TEMPS FORTS 2016

UN NOUVEAU LEADERSHIP POUR CGLU

PAGE 6



ASSEMBLÉE MONDIALE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX ET HABITAT III

PAGE 10



1. RELATIONS INTERNATIONALES ET PLAIDOYER

Des actions locales pour les objectifs climatiques
PAGE 18

Des financements locaux pour mettre en œuvre les agendas mondiaux
PAGE 19

Engagement local pour la solidarité et la résilience
PAGE 20

Les gouvernements locaux et la coopération au développement
PAGE 21

Contributions au Forum politique pour le développement

Dialogue sur les politiques migratoires

Premières actions pour la localisation des ODD
PAGE 22

Un partenariat de longue durée avec ONU-Habitat

Redynamiser UNACLA
PAGE 23

TEMPS FORT SOMMET MONDIAL DES DIRIGEANTS LOCAUX ET RÉGIONAUX

PAGE 24



2. INTELLIGENCE

Un agenda mondial par et pour les gouvernements locaux et régionaux
PAGE 30

Document cadre sur l'espace public
PAGE 32

Document cadre sur les villes intermédiaires

Document de position politique sur le développement économique local
PAGE 33

TEMPS FORT L'ENGAGEMENT DE BOGOTÁ ET L'AGENDA D'ACTION

PAGE 34



3.

RENFORCEMENT DU RÉSEAU, LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Renouvellement des instances dirigeantes de CGLU

PAGE 40

Des formats de communication améliorés pour le réseau

PAGE 41

Des campagnes plus efficaces et de plus grande envergure

PAGE 45

Renforcement du séminaire annuel de CGLU

Le Bureau exécutif de Kazan : gouvernance, diversité et durabilité

Le Futur des Villes

PAGE 46

Les Prix de CGLU

PAGE 47

TEMPS FORT PARTENARIAT STRATÉGIQUE AVEC L'UNION EUROPÉENNE

PAGE 48



4.

COOPÉRATION ET APPRENTISSAGE

Apprentissage de CGLU

PAGE 54

Migrations et cohésion territoriale

PAGE 56

Apprendre sur la migration

PAGE 57

5.

LES COMMISSIONS ET LES GROUPES DE TRAVAIL DE CGLU

PAGE 58

6.

LES SECTIONS DE CGLU

PAGE 68

7.

L'ORGANISATION

PAGE 74

UN NOUVEAU
LEADERSHIP POUR
CGLU

Renouvellement de la présidence de CGLU

CGLU représente et défend les intérêts des gouvernements locaux et régionaux sur la scène internationale, quelle que soit leur taille et leur affiliation politique. Composée de plus de 240 000 gouvernements locaux, métropoles et régions et plus de 175 associations nationales de gouvernements locaux dans plus de 140 États membres de l'ONU, l'organisation possède une structure démocratique décentralisée, composée de niveaux interconnectés : local, régional, national, continental et mondial.



PRESIDENT



Mpho Parks Tau
President of the South African Local Government Association (SALGA)

CO-PRESIDENTS



Tahir Akyürek
Mayor of the Metropolitan Municipality of Konya (Turkey)



Ada Colau
Mayor of Barcelona (Spain)



Wen Guohui
Mayor of Guangzhou (China)



Anne Hidalgo
Mayor of Paris (France), President of UCLG Standing Committee on Gender Equality



Roland Ries
Mayor of Strasbourg (France)



Mauricio Rodas
Mayor of Quito (Ecuador)

PRÉSIDENTIE DE CGLU 2016/2019

Décembre 2016

TREASURER



Berry Vrbanovic
Mayor of Kitchener (Canada)

DEPUTY TREASURER



Mohamed Sadiki
Mayor of Rabat (Morocco)

VICE-PRESIDENTS FOR UCLG SECTIONS

AFRICA



Rose Christiane Ossouka Raponda
Mayor of Libreville (Gabon), Member of the Executive Committee of UCLG-Africa

ASIA-PACIFIC



Won Hee-ryong
Governor of Jeju Self-Governing Province (Korea), President of UCLG-ASPAC

EURASIA



Aisen Nikolae
Mayor of Yakutsk (Russian Federation), Vice-President of UCLG-Eurasia

EUROPE



Carlos Martínez Minguez
Mayor of Soria (Spain), Vice-President of the Council of European Municipalities and Regions (CEMR)

MIDDLE EAST & WEST ASIA



Fatma Şahin
Mayor of Gaziantep (Turkey), President of UCLG-MEWA

LATIN AMERICA



Iván Arciénega
Mayor of Sucre (Bolivia), Member of the Executive Committee of FLACMA

LATIN AMERICA



Mónica Fein
Mayor of Rosario (Argentina), Vice-President of Mercociudades

NORTH AMERICA



Clark Somerville
President of the Federation of Canadian Municipalities (FCM), President of UCLG-NORAM

METROPOLITAN SECTION



Denis Coderre
Mayor of Montréal (Canada), President of Metropolis

FORUM OF REGIONS



Miguel Lifschitz
Governor of Santa Fe Province (Argentina), President of UCLG-Regions

Au niveau mondial, la présidence de CGLU représente l'ensemble de l'organisation ; son processus électoral repose sur un appel à candidatures au niveau mondial. Elle est élue par le Conseil mondial tous les trois ans sur la base d'une majorité simple, afin de s'assurer que les membres de l'**équipe présidentielle** disposent d'un mandat démocratique légitime qui leur soit conféré par des élus locaux du monde entier.

L'année 2016 a constitué une année charnière pour l'organisation en raison de l'élection de la présidence pour la période 2016-2019 lors du Sommet mondial de Bogotá.

Sous le thème « Voix locales pour un monde meilleur », plus de 3 500 délégués de gouvernements locaux, régionaux et nationaux, du secteur privé, de la société civile, du monde

universitaire et de la communauté internationale en provenance de plus de 110 pays se sont réunis à Bogotá, en Colombie, du 12 au 15 octobre 2016, pour célébrer le 5^{ème} Congrès mondial de CGLU – **le Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux**.

Les élections de 2016 démontrent que les membres sont prêts à jouer un rôle actif dans l'Organisation. Elles témoignent également de la maturité de nos membres qui souhaitent influencer sur le processus politique et faire passer l'organisation à la vitesse supérieure. **Mpho Parks Tau** a été élu le 15 octobre par les membres du Conseil mondial de CGLU, en obtenant la majorité des votes décomptés.

Tahir Akyürek, maire de la municipalité métropolitaine de Konya (Turquie), **Ada Colau**, maire de Barcelone (Espagne), **Wen Guohui**, maire de

Guangzhou (Chine), **Roland Ries**, maire de Strasbourg (France) et président de Cités Unies France (CUF), **Mauricio Rodas**, maire de Quito (Equateur) et **Anne Hidalgo**, maire de Paris et présidente de la Commission permanente sur l'égalité des genres, ont été élus coprésidents de CGLU.

Berry Vrbanovic, maire de Kitchener (Canada) et Président émérite de la Fédération des municipalités canadiennes (FCM), a été élu trésorier de CGLU. **Mohamed Sadiki**, maire de Rabat (Maroc), a été nommé trésorier adjoint.

Les **vice-présidents** des Sections de CGLU ont également été élus lors du Congrès mondial.

Après le congrès, le président a remercié les membres de CGLU pour leur soutien et a exprimé sa gratitude à son prédécesseur.



Ma principale priorité en tant que Président de CGLU sera de favoriser de nouveaux partenariats qui apporteront de nouvelles solutions aux communautés locales du monde entier, et qui mettront en œuvre les objectifs de développement durable. Ce nouvel Agenda est un nouvel agenda pour toutes les régions du monde, qui contribuera à son développement et à la diffusion de l'apprentissage. La diversité de la nouvelle présidence en est la garantie.

J'aimerais profiter de cette occasion pour exprimer mes sincères remerciements à M. Topbaş como presidente de CGLU durante los últimos seis años y, en particular, por su compromiso con la promoción de la agenda internacional de los gobiernos locales. El reconocimiento adquirido internacionalmente y la implicación de los miembros no habría sido posible sin su participación activa ni su perseverancia personal.

Mpho Parks Tau
Président de SALGA, Président de CGLU



Nous avons accompli beaucoup ensemble. La visibilité de la cause des gouvernements locaux et régionaux sur la scène internationale est plus importante qu'elle ne l'a jamais été auparavant. Pour continuer dans ce sens, nous avons besoin de l'engagement des représentants politiques de tous horizons de notre organisation mondiale. L'élection de la nouvelle Présidence a constitué un exercice passionnant de démocratie qui ne peut que nous renforcer.

Kadir Topbaş
Maire d'Istanbul, Président sortant de CGLU

ASSEMBLÉE MONDIALE
DES GOUVERNEMENTS
LOCAUX ET RÉGIONAUX
ET HABITAT III

TEMPS FORTS 2016



CGLU est une organisation qui vise à représenter le plus grand nombre de gouvernements locaux et régionaux. Au cours des cinq dernières années, la communauté internationale a renouvelé les principaux Agendas mondiaux, et CGLU a fourni de grands efforts pour s'assurer que le rôle des gouvernements locaux et régionaux soit reconnu.

Dans ce contexte, la Conférence Habitat III de 2016 a permis l'adoption du Nouvel agenda urbain, stimulant ainsi **l'engagement mondial en faveur d'un développement urbain**, local et territorial durable. CGLU a contribué à façonner cet agenda international grâce à sa Global Taskforce, tout en garantissant la représentation des gouvernements locaux et régionaux dans leur ensemble.

Etant donné que l'écosystème des associations internationales de gouvernements locaux et régionaux est de plus en plus vaste et complexe, CGLU a fait le choix clair de structurer son travail de sensibilisation en collaborant en profondeur avec d'autres réseaux, afin de garantir une plus grande crédibilité, des positions plus claires et une visibilité sans précédent à l'échelle internationale.

LA GLOBAL TASKFORCE

UN EFFET MULTIPLICATEUR POUR NOS ACTIONS INTERNATIONALES DE PLAIDOYER

2016 a été une année capitale pour la **Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux** (Global Taskforce), avec la Conférence Habitat III et l'adoption du Nouvel agenda urbain à Quito, en octobre.

La Global Taskforce est facilitée par CGLU et a été créée en 2013. Elle regroupe les principaux réseaux mondiaux et régionaux de gouvernements locaux et régionaux. Son but est de coordonner et d'amplifier la voix politique des gouvernements locaux sur la scène mondiale, en allant au-delà des seuls intérêts institutionnels de CGLU : elle travaille **pour tous les réseaux organisés de gouvernements locaux et régionaux** qui se sont regroupés au sein de la Global Taskforce.

La Global Taskforce est devenue une référence en matière de sensibilisation et de représentation des gouvernements locaux et régionaux devant la communauté internationale.



Les étapes importantes de la Global Taskforce depuis son lancement :

- » **Lancement du mouvement en faveur de la fusion du processus de développement Post 2015 et du suivi de la Conférence Rio+20 sur le développement durable, conçus à l'origine comme deux Agendas internationaux distincts.**
- » **Campagne pour l'inclusion d'un objectif à part entière pour une urbanisation durable au sein de l'Agenda 2030 : l'ODD 11 pour des villes et des établissements urbains durables.**
- » **Actions pour la reconnaissance du rôle des gouvernements locaux et régionaux pour la réalisation des 17 ODD.**
- » **Appel à la localisation de la mise en œuvre et du suivi de l'Agenda 2030.**
- » **Appel à un financement local adéquat de l'Agenda 2030 lors de la Conférence d'Addis Abeba sur le financement du développement.**



L'ASSEMBLÉE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX

En 2016, le travail de plaidoyer de CGLU et de la Global Taskforce s'est concentré sur le Nouvel agenda urbain, adopté à Habitat III à Quito, en octobre 2016. Habitat III était la première conférence organisée sur la mise en œuvre depuis l'adoption de l'Agenda 2030, ce qui a permis de souligner le lien qui existe entre ces deux agendas.



La Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux a convoqué la **Seconde Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux**. Elle s'est appuyée sur les résultats de la Première Assemblée mondiale des villes et des autorités locales, organisée dans le cadre d'Habitat II en 1996, au cours de laquelle les autorités locales s'étaient engagées à s'unir et à créer CGLU, qui constituerait « la voix des gouvernements locaux et de leurs associations ».

L'Assemblée mondiale constitue le mécanisme grâce auquel les gouvernements locaux et régionaux ont pu participer au processus formel d'Habitat III. Elle a fourni un espace politique pour discuter, définir et fournir conjointement des contributions au Nouvel agenda urbain.

La Seconde Assemblée mondiale est un **processus en trois parties** qui s'est déroulé pendant l'année 2016. Sa première session a eu lieu en mai à **New York**, avant les audiences informelles d'Habitat III avec les associations d'autorités locales. Sa deuxième session a eu lieu en octobre à **Bogotá**, lors du Congrès mondial de CGLU et du Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux. Sa troisième session s'est tenue à **Quito**, dans le cadre du programme officiel de la Conférence Habitat III.

Grâce à la forte mobilisation des dirigeants locaux et régionaux et de nos

partenaires tout au long du processus d'Habitat III, l'Assemblée mondiale a été officiellement reconnue dans le Document final d'Habitat III.

« Nous reconnaissons les contributions des gouvernements nationaux, ainsi que les contributions des gouvernements infranationaux et locaux, pour l'élaboration du Nouvel agenda urbain et nous prenons acte de la Seconde Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux ».
Paragraphe 8, Nouvel agenda urbain

« Nous reconnaissons qu'il est important de continuer à inclure dans le suivi et l'évaluation du Nouvel agenda urbain les associations de gouvernements locaux et infranationaux représentées au sein de l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux ».
Paragraphe 169, Nouvel agenda urbain

Le processus de la Seconde Assemblée mondiale a abouti à l'adoption de la **Déclaration de la Seconde Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux à la Conférence Habitat III**, lors du Sommet mondial de Bogotá. La déclaration a été présentée lors de la troisième session de l'Assemblée à Quito, en présence de Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, Peter Thomson,

La Seconde Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux à Quito :

« Les problèmes des villes sont les problèmes de l'humanité »

Joan Clos, Secrétaire général d'Habitat III et Directeur exécutif d'ONU-Habitat

« Les villes doivent être au premier plan pour la mise en œuvre des ODD »

Peter Thomson, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies

« Les maires, les gouverneurs et les conseillers municipaux sont en première ligne de la lutte pour le développement durable ... ils sont confrontés aux exigences immédiates de leurs populations... et ils doivent prendre des décisions difficiles pour hiérarchiser et gérer les budgets »

Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU



Panel d'élus sur la réponse des gouvernements locaux et régionaux au Nouvel Agenda Urbain



Premier panel d'élus sur les engagements pris par les gouvernements locaux et régionaux



Deuxième panel d'élus sur les engagements pris par les gouvernements locaux et régionaux



Troisième panel d'élus sur les engagements pris par les gouvernements locaux et régionaux

Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Joan Clos, Secrétaire général d'Habitat III et Directeur exécutif d'ONU-Habitat, et María de los Ángeles Duarte, ministre du Développement urbain et du logement d'Équateur.

La visibilité de l'Assemblée mondiale à Quito, reconnue comme **un des événements phares d'Habitat III**, témoigne de la mobilisation des gouvernements locaux et régionaux. Plus de **45 dirigeants locaux et régionaux se sont adressés à l'Assemblée mondiale**, pour se réjouir de l'inclusion de plusieurs de leurs recommandations dans le texte de la Déclaration de Quito. Ils se sont également engagés à mettre en œuvre le Nouvel agenda urbain dans leurs villes et leurs territoires.

Les dirigeants locaux et régionaux de Quito ont fortement insisté pour faire progresser **la décentralisation et l'autonomie locale, indispensables pour**

l'application du principe de subsidiarité. Ils ont également demandé que les besoins des populations soient placés au cœur de l'élaboration des politiques. Ils demandent davantage d'autonomie pour permettre aux gouvernements locaux et régionaux de faire face aux nouveaux défis mondiaux, arguant que la démocratie locale est le fondement le plus solide du développement durable.

Ils se sont réjouis de l'inclusion du droit à la ville dans le Nouvel agenda urbain et ont appelé à mettre fin à la fracture entre milieu urbain et rural et aux inégalités qu'elle crée : ils sont en faveur d'une **approche territoriale intégrée** du développement urbain durable.

De nombreux maires, femmes et hommes, ont réclamé l'égalité des genres et la promotion de la féminisation du leadership au niveau local, arguant que le 21ème siècle devrait être le siècle de la

féminisation de la politique, le siècle de la coopération plutôt que la compétition.

Les maires et les gouverneurs ont réitéré leur **appel à davantage de financement pour les gouvernements locaux et régionaux**. Ils se sont réjouis que la Déclaration de Quito s'engage à assurer des mécanismes de financement fiables dans les régions métropolitaines, tout en exigeant des compétences budgétaires accrues et un meilleur accès au financement climatique pour les gouvernements infranationaux, afin qu'ils puissent faire face à leurs responsabilités, de plus en plus importantes.

Ils ont en outre plaidé en faveur du développement du concept de gouvernance multi-niveaux. Cet instrument clé permettrait de profiter de l'environnement favorable créé par le Nouvel agenda urbain, et de réaliser les Objectifs du développement durable et l'Accord de Paris.

Le président de CGLU nouvellement élu et président de l'Association sud-africaine des gouvernements locaux, Parks Tau, a clôturé l'Assemblée en appelant la communauté internationale à écouter les villes. Il a soutenu que l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux devrait devenir un mécanisme significatif et représentatif grâce auquel les gouvernements locaux et régionaux pourront fournir des **conseils politiques et un suivi technique** relatifs à l'Agenda mondial sur la durabilité, au-delà d'Habitat III. Il reprend ainsi les demandes multiples énoncées tout au long de l'Assemblée pour que les dirigeants locaux et régionaux obtiennent un véritable siège à la table des négociations mondiales.

La déclaration de l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux a souligné la nécessité impérieuse de réviser l'architecture de la gouvernance mondiale, qui devrait reconnaître le statut des gouvernements locaux et régionaux en tant qu'acteurs gouvernementaux lors des négociations.

LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX CONSOLIDENT LEUR POSITION DANS LE NOUVEL AGENDA URBAIN

Etant donné que l'influence de l'urbanisation et des villes sur le développement est largement reconnue, CGLU a cherché à influencer sur le contenu du document final d'Habitat III, en préconisant une approche territoriale du développement qui tienne compte des centres urbains et de leurs régions et zones rurales environnantes.

CGLU, par l'entremise de la Global Taskforce, a rempli cette mission en assurant la représentation des gouvernements locaux au cours des différentes étapes des négociations intergouvernementales. En plus des audiences informelles d'Habitat III avec les associations d'autorités locales, la Global Taskforce a fourni des recommandations clés lors de la réunion du **PrepCom 3** et de plusieurs **dialogues régionaux et thématiques** du processus d'Habitat III.

CGLU, agissant pour le compte de la Global Taskforce et de LSE Cities, a codirigé le groupe d'experts de l'**Unité politique 4 d'Habitat III** chargée d'élaborer le document d'orientation sur la gouvernance urbaine, le développement institutionnel et des capacités. Ce document a contribué aux discussions conduisant à l'élaboration du Nouvel agenda urbain en identifiant les défis pertinents, les priorités politiques et les recommandations axées sur l'action relatives aux principales dimensions de la gouvernance, telles que le renforcement de la gouvernance à plusieurs niveaux, les processus participatifs, les systèmes de renforcement des capacités et l'équité territoriale.

Le Nouvel agenda urbain comprend **plusieurs contributions** fournies par les gouvernements locaux et régionaux, notamment sur la nécessité de reconnaître leur rôle sur la scène mondiale.

Les dirigeants locaux et régionaux ont applaudi lors de la Seconde Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux :

- » **L'adoption de la « Déclaration de Quito sur des villes et des établissements humains durables pour tous » par les États membres de l'ONU, prévoyant de fixer des normes mondiales pour la réalisation d'un développement urbain durable.**
- » **L'engagement des États membres à lancer un processus de 2 ans jusqu'en septembre 2018 pour que le Secrétaire général de l'ONU et l'Assemblée générale des Nations Unies organisent des consultations, des dialogues et des analyses et décident conjointement du cadre institutionnel du suivi du Nouvel agenda urbain aux paragraphes 171 à 172.**
- » **La Déclaration de Quito reconnaît que le Nouvel agenda urbain doit contribuer à la mise en œuvre et à la localisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable de manière intégrée. Il doit également contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et à leurs cibles, notamment à l'ODD 11 pour des villes et des établissements humains ouverts à tous, sûrs, résilients et durables, au paragraphe 9.**
- » **L'inclusion historique d'une référence au Droit à la ville dans le cadre d'une vision partagée des « villes pour tous » au paragraphe 11 de la Déclaration de Quito, ainsi que la reconnaissance de bon nombre des principes fondamentaux du Droit à la ville dans le texte.**
- » **L'engagement des États membres à assurer une décentralisation fiscale, politique et administrative appropriée fondée sur le principe de subsidiarité au paragraphe 89.**
- » **L'engagement des États membres à renforcer les capacités des gouvernements locaux pour mettre en place une gouvernance efficace à plusieurs niveaux au-delà des frontières administratives, et à assurer des mécanismes de financement fiables dans les zones métropolitaines au paragraphe 90.**
- » **L'engagement des États membres à promouvoir des politiques participatives et des approches de planification ancrées dans de nouvelles formes de partenariat direct entre la société civile et les gouvernements à tous les niveaux au paragraphe 92.**
- » **L'engagement des États membres à « prendre des mesures pour promouvoir la participation pleine et effective des femmes et l'égalité des droits dans tous les domaines, et aux postes de direction à tous les niveaux de prise de décision, notamment dans les gouvernements locaux » au paragraphe 90.**
- » **La référence de la Déclaration de Quito à l'importance de la planification et « d'une approche intégrée urbaine et territoriale » pour encourager les interactions et les connexions entre les villes et les régions rurales au paragraphe 50.**
- » **L'engagement des États membres à élargir la coopération décentralisée et de ville à ville afin de contribuer à un développement urbain durable au paragraphe 146.**



1

RELATIONS
INTERNATIONALES ET
PLAIDOYER



Avec l'adoption du Nouvel agenda urbain, la communauté internationale a fait aboutir le processus ambitieux de renouvellement des principaux Agendas mondiaux et a ouvert une nouvelle phase axée sur la mise en œuvre.

CGLU a poursuivi sur sa lancée en rappelant les liens existants entre ces agendas lorsqu'ils sont mis en œuvre au niveau local. Etant donné qu'ils constituent **les gouvernements les plus proches des populations**, ceux qui sont responsables de la vie quotidienne des citoyens, les membres de CGLU doivent définir leurs priorités et tenir compte de leur impact sur les territoires locaux et leurs populations. Pour faire face aux différents défis, les gouvernements locaux et régionaux doivent surmonter les approches sectorielles et adopter une **vision intégrée du développement**.

CGLU aborde cette nouvelle étape en appelant à la « **localisation** » de **l'agenda mondial de développement**. Pour notre organisation, localiser ne consiste pas à parachuter des objectifs mondiaux dans des contextes locaux. La localisation signifie la mise en œuvre d'agendas locaux dans les villes et les territoires

pour atteindre les objectifs locaux et mondiaux. Plus qu'un processus technique, **la localisation est un processus politique** basé sur l'exploitation des opportunités, des priorités et des idées locales. La démocratie locale et le leadership local sont des outils essentiels pour faire avancer les agendas locaux en s'enracinant dans les réalités culturelles, économiques et environnementales de chaque territoire.

CGLU a concentré ses efforts sur différents mécanismes d'élaboration de politiques internationales après l'approbation en 2015 d'un ensemble d'objectifs pour le développement durable adoptés par la communauté internationale, d'un nouveau cadre mondial pour financer le développement durable, d'un nouvel accord sur le climat et d'un engagement renouvelé en faveur de la réduction des risques de catastrophes naturelles. L'organisation a également contribué aux discussions actuelles sur la coopération au développement, les migrations et le forum établi entre les autorités locales, la société civile et l'UE. CGLU a également renouvelé son partenariat stratégique avec ONU-Habitat et a joué un rôle clé pour la redynamisation du Comité consultatif des autorités locales auprès des Nations Unies.

DES ACTIONS LOCALES POUR LES OBJECTIFS CLIMATIQUES



Les gouvernements locaux et régionaux innovent depuis longtemps à l'échelle locale et collaborent à l'internationale pour s'attaquer aux causes et aux conséquences du changement climatique, en particulier depuis le lancement de la feuille de route des gouvernements locaux pour le climat à Bali, en 2007.

CGLU travaille dans le cadre de la **Feuille de route des gouvernements locaux pour le climat**, facilitée par ICLEI, afin d'accroître l'influence des membres au cours du processus de négociation internationale, au moyen de deux stratégies clés : renforcer le rôle formel des autorités locales au cours du processus de négociation et développer le partenariat entre les autorités locales et la société civile.

Suite à la COP21 et au Sommet des élus locaux pour le climat à Paris, où une forte présence des gouvernements locaux et régionaux a démontré leur potentiel énorme et leur capacité à mettre en œuvre des solutions pratiques pour atténuer et s'adapter au changement climatique, CGLU a renforcé son travail de plaidoyer pour **élargir le débat et aller plus loin** que les seules mesures d'adaptation

et d'atténuation climatique. En **incluant les aspects sociaux de la durabilité au niveau mondial**, l'organisation a concentré ses efforts sur la reconnaissance du niveau local en tant que niveau le plus à même de lutter contre le changement climatique. Il ne s'agit pas en effet de trouver des solutions techniques, mais de faire un choix sur le **type de modèle de développement dont nous avons besoin**. Cela implique d'apprendre à s'adapter aux défis environnementaux et de développer de solides mécanismes de gouvernance pour placer les besoins des citoyens au cœur de toutes nos actions.

Avec l'entrée en vigueur de l'Accord sur le climat de Paris, CGLU a activement contribué au **Sommet des élus locaux pour le climat**, célébré en présence des grands réseaux régionaux et internationaux de villes et d'autorités locales et régionales dans le cadre de la **COP 22** au Maroc. Son document final, **la Feuille de route de Marrakech pour l'action**, appelle à la création d'un cadre d'action mondial pour la localisation du financement lié au climat.

La « Feuille de route pour l'action des villes et régions du monde pour le climat » de la Feuille de route de Marrakech recommande aux gouvernements centraux ayant signé l'Accord de Paris, à leurs instruments financiers dédiés au développement durable et à toutes les agences et programmes du système des Nations Unies de:

- » **Renforcer la capacité des gouvernements locaux et régionaux à prendre des mesures, et appuyer le processus de préparation des projets ainsi que leur financement.**
- » **Intégrer les dimensions locales et régionales dans un écosystème financier mondial en pleine mutation.**
- » **Soutenir la capitalisation, le transfert de connaissances et de pratiques, ainsi que l'accès aux sources de financement disponibles.**



CGLU, en sa qualité de plus grand réseau de gouvernements locaux et régionaux, continue de soutenir la **Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie**. Cette coalition, résultant de la fusion du Pacte des maires et de la Convention européenne des maires, est la plus grande initiative visant la réduction des émissions locales de gaz à effet de serre. Elle se propose de renforcer la résilience aux changements climatiques et de suivre les progrès de manière transparente.

DES FINANCEMENTS LOCAUX POUR METTRE EN ŒUVRE LES AGENDAS MONDIAUX

La Conférence internationale d'Addis-Abeba sur le financement du développement en 2015 a permis de rappeler qu'il fallait de toute urgence financer les investissements pour les infrastructures des zones urbaines en pleine expansion, renforcer les capacités locales, promouvoir la décentralisation fiscale et canaliser les flux de financement mondiaux vers le niveau local, afin d'encourager les investissements publics.

Suite à l'adoption de l'Agenda d'action d'Addis-Abeba, CGLU a souligné que l'agenda n'accordait pas assez d'attention aux défis et opportunités d'une urbanisation mondiale rapide. Nous avons également mis en garde contre une dépendance excessive vis-à-vis des investissements et des infrastructures du secteur privé et des effets négatifs potentiels d'une telle politique sur l'inclusion sociale et la protection de l'environnement.

Dans ce contexte, CGLU et sa Commission des finances locales pour le développement, conjointement avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et avec le soutien financier de l'Agence française de développement (AFD), ont publié le rapport intitulé



« **Les gouvernements infranationaux dans le monde : structure et financement** ». Cette étude, présentée lors du Congrès mondial de Bogotá, fournit une première contribution à l'Observatoire mondial des finances locales en évaluant **l'état du financement local dans 101 pays**, sur la base de données quantitatives et qualitatives. L'observatoire sert d'outil pour améliorer la transparence et le dialogue entre les différents niveaux de gouvernement et pour s'assurer que les gouvernements locaux aient les capacités financières nécessaires pour mettre en œuvre les ODD.

Principales conclusions du rapport « Les gouvernements infranationaux dans le monde : structure et financement » :

- » **La structure et la taille des gouvernements infranationaux varient d'un pays à l'autre.**
- » **Les gouvernements infranationaux jouent un rôle important au niveau de la prestation des services, en particulier dans le domaine social.**
- » **Les gouvernements infranationaux représentent une part importante de l'investissement public dans le monde entier.**
- » **Les gouvernements infranationaux sont des employeurs publics majeurs.**
- » **Les sources de revenus varient d'un pays à l'autre, mais les subventions sont particulièrement importantes.**
- » **La dette des gouvernements infranationaux varie considérablement d'un pays à l'autre.**
- » **Les pays riches ont tendance à être plus décentralisés.**



ENGAGEMENT LOCAL POUR LA SOLIDARITÉ ET LA RÉSILIENCE



Contrairement au Cadre de Hy go qui le précédait, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030, adopté par la communauté internationale en 2015, reconnaît le rôle crucial des autorités locales quant à la réduction des risques de catastrophe. L'accord appelle les États membres à donner aux autorités locales et aux populations les moyens financiers et les instruments normatifs nécessaires pour trouver des solutions alternatives pour les personnes vivant dans les zones sujettes aux catastrophes naturelles.

Suite à la décision d'établir une initiative conjointe pour mettre en œuvre les actions et les objectifs fixés dans le Cadre de Sendai, CGLU et sa Taskforce pour la prévention et la gestion territoriale des crises ont joué un rôle clé lors de la création de l'**Alliance mondiale pour les crises urbaines**, lancée officiellement lors du **Sommet humanitaire mondial** en mai 2016 à Istanbul. L'Alliance rassemble des agences des Nations Unies, des professionnels de l'urbanisme, la communauté du développement et le secteur privé pour des activités de sensibilisation, de

lobbying et des actions pour répondre à l'importance croissante de l'aide humanitaire urbaine.

A cet égard, CGLU, en tant que représentante des gouvernements locaux, et soutenue par une grande variété d'organisations, s'est engagée à constituer une plate-forme qui permette de créer des partenariats efficaces afin de prévenir et de mieux répondre aux crises urbaines, en s'appuyant sur le travail au long cours de ses membres dans ce domaine.

Suite à l'arrivée récente de centaines de milliers de réfugiés, gérée par de nombreux gouvernements locaux, et suite au communiqué publié par CGLU en 2015, nous avons demandé lors du Sommet humanitaire mondial **que soit reconnu le rôle des gouvernements locaux dans la gestion des crises humanitaires**.

Après plus de 100 jours de siège, CGLU a publié un communiqué en décembre 2016 pour exprimer sa profonde préoccupation et appeler les organisations internationales compétentes à œuvrer en faveur d'un cessez-le-feu dans la ville d'**Alep**, membre de CGLU.

La délégation de gouvernements locaux et régionaux s'est engagée lors de la session plénière du Sommet humanitaire mondial à :

- » **Soutenir le leadership et l'engagement politique des gouvernements locaux à toutes les étapes d'une crise, afin d'éviter que les conflits se produisent ou reprennent ;**
- » **Agir sur les causes profondes des conflits et lutter pour réduire les faiblesses des villes en investissant pour la construction de sociétés inclusives et pacifiques ;**
- » **Mettre en lumière les politiques publiques locales et les stratégies de diplomatie territoriale qui ont réussi à prévenir les conflits en consolidant et en partageant les bonnes pratiques et les leçons apprises.**
- » **Promouvoir - parmi les membres de CGLU dans toutes les régions du monde et en particulier dans les zones où certains pays éprouvent des faiblesses structurelles - la culture de la paix et de la coexistence entre les communautés ;**
- » **Renforcer le rôle des gouvernements locaux au niveau de la promotion de la paix et de la stabilité et pour la prévention et la résolution des conflits violents, notamment grâce à la sensibilisation, l'échange de bonnes pratiques et l'apprentissage par les pairs.**

LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT



Nos efforts ont permis aux gouvernements locaux de participer à la 2ème Réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (GPEDC) de par ses sigles en anglais) du 30 novembre au 1er décembre 2016, à Nairobi. Dans ce cadre, nous avons développé l'Initiative du partenariat mondial sur « le rôle des gouvernements locaux et régionaux pour un développement efficace » (IPM 14). En collaboration avec la société civile, nous avons appuyé la proposition d'une coprésidence « non exécutive » au sein du Comité de pilotage, permettant de représenter les acteurs non étatiques au sein du GPEDC.

Le GPEDC vise à promouvoir un changement de comportement des partenaires de la coopération au développement grâce à des rapports de suivi. Le Secrétariat mondial de CGLU a accueilli un atelier technique sur les IPM en juin, à Barcelone.

Dans ce contexte, CGLU a également soutenu le CIB pour développer l'enquête intitulée « **Participation des associations de gouvernements locaux aux stratégies nationales de développement** ». Cette étude a servi de base à une publication sur le rôle des gouvernements locaux et l'efficacité du développement, présentée à Bogotá et à Nairobi.



CGLU et ses membres, notamment la Commission Coopération au développement et Diplomatie des villes de CGLU, son Groupe de travail sur le renforcement institutionnel et des capacités (CIB) et les champions en coopération au développement de CGLU n'ont cessé de sensibiliser et faire reconnaître le rôle important joué par les gouvernements locaux pour la coopération au développement.

Nous avons montré les avantages de la coopération décentralisée et des échanges entre villes, et nous avons démontré l'importance de localiser l'Agenda 2030 (en particulier l'ODD 17) lors de la 5ème Réunion biennale de haut niveau du **Forum des Nations Unies pour la coopération au développement** (UNDCF) en juillet 2016 à New York. CGLU a également contribué aux documents finaux sur le suivi local, produits par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (UNDESA).



CONTRIBUTIONS AU FORUM POLITIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT



En partenariat avec d'autres réseaux mondiaux, CGLU a assuré la coordination et la contribution des représentants des gouvernements locaux au **Forum politique pour le développement** (PFD selon ses sigles en anglais), le forum qui réunit les organisations de la société civile (OSC) et les autorités locales avec les institutions et les instances de l'Union européenne (UE).

CGLU a soutenu des représentants de différentes Sections lors du PFD mondial qui s'est tenu en mars 2016 à Bruxelles. En tant que membre du Groupe de travail, CGLU a contribué à l'agenda du forum et a fourni des **contributions pour le Nouvel agenda urbain, l'efficacité de l'aide et la création d'un cadre favorable aux autorités locales**. L'organisation a contribué au document de position commun des OSC et des autorités locales sur la participation multipartite pour la mise en œuvre des ODD.

Afin de participer davantage au forum, CGLU Afrique et FLACMA ont participé aux réunions régionales du PFD dans leurs régions respectives.



DIALOGUE SUR LES POLITIQUES MIGRATOIRES



2016 a été une année importante pour CGLU, car elle nous a permis d'intensifier le dialogue sur les politiques migratoires.

CGLU a obtenu le statut d'observateur à l'**Organisation internationale pour les migrations (OIM)** et a été reconnue comme l'institution clé représentant les gouvernements locaux sur les questions de migration.

En renforçant la coopération entre les deux organisations, cette reconnaissance souligne **le rôle clé que jouent les gouvernements locaux et régionaux en matière de migration et de mobilité**. CGLU se réjouit à la perspective de renforcer ses contributions à ce débat politique capital au niveau mondial. L'organisation souhaite également un changement de point de vue, pour que les migrations soient considérées comme des opportunités plutôt que des obstacles.

PREMIÈRES ACTIONS POUR LA LOCALISATION DES ODD



Suite à l'adoption de l'Agenda 2030 en 2015, avec un plus fort recentrage sur la mise en œuvre, CGLU et la Global Taskforce ont préconisé la localisation des 17 objectifs de l'Agenda 2030, en faisant remarquer que tous les objectifs relèvent du niveau local, tout en soulignant que les dirigeants locaux étaient capables de transformer des objectifs abstraits en actions sur le terrain.

À cet égard, CGLU et la Global Taskforce ont développé un partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ONU-Habitat pour l'initiative « **Localiser les ODD** ».

Le projet vise à **créer des outils et des guides précieux pour aider les parties prenantes** à évaluer, planifier, mettre en œuvre et effectuer le suivi des politiques locales, conformément aux stratégies de réalisation des ODD.

UN PARTENARIAT DE LONGUE DURÉE AVEC ONU-HABITAT

Au cours du Sommet mondial de Bogotá, CGLU et le **Programme des Nations Unies pour les établissements humains** (ONU-Habitat) ont renouvelé leur **Protocole d'accord** afin d'assurer une coopération plus étroite en vue de la mise en œuvre d'Habitat III.

L'objectif du Protocole d'accord est de contribuer à la mise en œuvre du Plan stratégique d'ONU-Habitat pour 2014-2019, notamment autour des 7 domaines clés et de leurs liens avec l'Agenda 2030 :

- » Législation urbaine, terres et gouvernance
- » Planification et aménagement urbains
- » Economie urbaine
- » Services de base urbains
- » Logement et réhabilitation des bidonvilles
- » Réduction des risques et réhabilitation
- » Recherche et développement des capacités



REDYNAMISER UNACLA



CGLU et la Global Taskforce ont resserré les liens entre leurs membres et le **Comité consultatif des autorités locales auprès des Nations Unies (UNACLA)**.

Datant de la Déclaration d'Istanbul de 1996 (Habitat II), UNACLA découle du travail des autorités locales qui se sont organisées et ont cherché à établir un partenariat plus important entre les autorités locales et régionales et le système des Nations Unies, notamment ONU-Habitat.

À l'heure actuelle, UNACLA est composé de 20 membres. 10 membres représentent CGLU et ses Sections et les 10 membres restants sont nommés parmi les membres de la Global Taskforce et d'autres réseaux représentatifs.

À la suite d'une discussion fructueuse lors d'une réunion spéciale du Sommet mondial de Bogotá, le comité consultatif a publié la **Déclaration de Quito-UNACLA** lors de la Conférence d'Habitat III.

Dans les années à venir, CGLU prévoit de s'engager avec UNACLA de manière continue, afin d'atteindre les objectifs communs suivants :

- » Faciliter le dialogue avec les organes directeurs d'ONU-Habitat
- » Faciliter le dialogue structurel entre les gouvernements locaux et centraux
- » Favoriser le partage des recommandations élaborées par les gouvernements locaux
- » Présenter les expériences des gouvernements locaux auprès des agences des Nations Unies et de ses Etats membres



Nous croyons qu'UNACLA peut contribuer au suivi du Nouvel agenda urbain grâce aux liens étroits qu'il entretient avec les réseaux de gouvernements locaux, qui se sont réunis au sein de l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux. Grâce à ce mécanisme, nous nous engageons à faire en sorte que la voix des gouvernements locaux soit entendue à ONU Habitat.

Extrait de la Déclaration de Quito-UNACLA

LE 5^{ÈME} CONGRÈS
MONDIAL
DE CGLU

SOMMET MONDIAL
DES DIRIGEANTS
LOCAUX
ET RÉGIONAUX

Le plus grand rassemblement mondial de dirigeants locaux et régionaux et de leurs partenaires

Du 12 au 15 octobre 2016 à Bogotá, CGLU a célébré son 5ème Congrès mondial - Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux, à l'invitation du maire de Bogotá, Enrique Peñalosa, et du président de CGLU de l'époque, Kadir Topbaş, maire d'Istanbul.

L'organisation de notre congrès quelques jours avant la conférence d'Habitat III à Quito a confirmé à quel point cette année était importante pour la communauté internationale. Grâce à l'adoption du principal document politique élaboré pendant l'événement, l'Engagement de Bogota et l'Agenda d'action de Bogotá, et grâce à la Déclaration de la Seconde Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux à Habitat III, cette rencontre capitale a mis en évidence **l'engagement commun et audacieux des gouvernements locaux et régionaux, prêts à contribuer à la réalisation des agendas.**



TEMPS FORTS 2016



Parallèlement, le Congrès, qui a compté plus de **150 sessions** et environ **300 conférenciers**, a idéalement permis de **définir les priorités** pour l'avenir de CGLU, **d'élaborer des initiatives conjointes** autour de divers sujets, de **dynamiser le mouvement municipal international** et de **renforcer le réseau mondial des gouvernements locaux et régionaux**, en permettant aux membres et aux partenaires de se rencontrer en personne, de partager des expériences et d'apprendre les uns des autres.

Les maires et les représentants de haut niveau ont évoqué lors des séances plénières du Congrès une nouvelle ère pour les gouvernements locaux, en rappelant l'esprit d'Habitat II, en faisant le lien entre l'Agenda 2030 et le Nouvel agenda urbain et en revendiquant un siège pour eux à la table des négociations mondiales.

Inspirés par les principes de l'Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux, les dirigeants locaux et régionaux et leurs partenaires ont engagé des **dialogues politiques** sur les thèmes suivants : des gouvernements locaux et régionaux plus solides et plus responsables ; la culture en tant que dimension de la transformation urbaine ; favoriser un développement national basé sur les expériences locales ; des territoires permettant de promouvoir des politiques économiques et environnementales locales durables ; construire un esprit de solidarité ; le Droit à la ville ; ainsi que le financement du Nouvel agenda urbain.

Des séances ont également été organisées pour les **différents types de gouvernements locaux et régionaux qui composent le large éventail de membres appartenant à CGLU** : les associations de gouvernements

locaux ; les villes métropolitaines et périphériques ; les villes intermédiaires ; les gouvernements régionaux ; ainsi que les femmes élues locales. Ces espaces ont permis à ces partenaires de débattre des questions pertinentes relatives à leurs propres expériences et de contribuer au réseau dans son ensemble.

Le congrès comprenait une **plate-forme de travail permanente** sous le thème « Co-créer la ville ». Cet espace d'échange portait sur **la mise en œuvre concrète du droit à la ville** et a exploré les synergies avec la société civile. Il a compté sur la participation active de la Commission Inclusion sociale, Démocratie participative et Droits humains de CGLU, la Commission de CGLU Villes de périphérie et la Commission Culture de CGLU. Cette plate-forme de travail permanente a tenté de **prévoir les changements majeurs auxquels les villes seront confrontées au cours des prochaines décennies**. Ce format innovant a démontré que les gouvernements locaux sont les mieux placés pour favoriser un dialogue émanant de la base entre les citoyens et les institutions. Il a exhorté les gouvernements locaux à commencer à s'adapter pour faire face aux futurs défis qui auront un impact sur nos villes et nos territoires.

Le **3ème Forum d'apprentissage de CGLU** a fourni une plate-forme d'échange pour les membres et les réseaux, qui ont activement participé en organisant des sessions sur les méthodologies d'apprentissage. Ce forum, composé de 6 sessions, a souligné qu'il était important d'adopter les concepts de comportement d'apprentissage, d'apprentissage au sein des villes et d'apprentissage par la pratique, en reliant trois éléments clés pour l'apprentissage :

travailler avec de bonnes stratégies, assurer la qualité et créer des partenariats.

L'**Académie de Journalisme Urbain** est une initiative pionnière co-organisée par CGLU et ONU-Habitat. En cherchant à combler le manque de communication entre les parties prenantes, l'académie a offert une formation aux journalistes et/ou professionnels de la communication intéressés par les thèmes sociaux et économiques auxquels les villes du 21ème siècle font face.

Afin d'identifier et de profiter du maximum de synergies entre les participants, le Congrès a invité plus de 30 organisations, dont les Commissions de CGLU, les groupes de travail, les Sections, des membres actifs, des acteurs locaux et des partenaires de la société civile et des institutions internationales, afin d'organiser conjointement des **ateliers et des sessions. Leur participation active leur a permis d'élargir l'éventail des sujets et de mieux s'approprier les thèmes ; de nombreuses parties du réseau ont pu ainsi contribuer au Sommet mondial en tant que co-créateurs à part entière.**

Afin d'introduire des formats d'interaction innovants, le rassemblement s'est structuré autour du Network Hub. Situé au centre du lieu de la réunion, le **Network Hub** a offert des ambiances différentes pour faciliter les échanges informels sur place, mais aussi des supports digitaux pour relayer et amplifier les conversations qui se sont tenues dans les autres parties du Congrès. En collaboration avec ses membres et ses partenaires, le Network Hub a accueilli 25 « **presentation corners** » et « **elevator pitch** », avec un point presse et des espaces pour réaliser des entretiens, des photos, des vidéos, des débats et des ateliers.

L'ENGAGEMENT ET L'AGENDA D'ACTION DE BOGOTÁ

Le 5ème Congrès mondial de CGLU a permis aux dirigeants locaux et régionaux de concrétiser leurs échanges et leurs contributions dans un document politique final, l'Engagement de Bogotá et l'Agenda d'action.

L'engagement, approuvé par le Conseil mondial à Bogotá, ouvre la voie vers de meilleures conditions pour les gouvernements locaux et régionaux, en réaffirmant que:

- » Il faut considérer le contexte actuel comme une époque propice à l'action comme jamais auparavant, qui nécessite des engagements audacieux, notamment le renouvellement des modèles de gouvernance et du contrat social. Il faut également se concentrer sur les nouvelles priorités des gouvernements pour combler les inégalités.
- » Les gouvernements locaux et régionaux devront être au cœur des politiques publiques, transformant les idéaux normatifs en politiques concrètes et en investissements pratiques pour redonner aux établissements humains leur fonction de moteur principal de changement pour une nouvelle ère plus durable.
- » Les réponses générées au sein des zones urbaines et des territoires ouvriront la voie vers des solutions au niveau mondial. Nous nous engageons à améliorer les conditions de nos populations, pour un avenir meilleur pour tous.

L'Engagement de Bogotá, qui se base sur le Manifeste pour la ville de 2030, les consultations mondiales menées dans le cadre du Rapport mondial sur la démocratie locale et la décentralisation (GOLD IV) et les délibérations dans le cadre de la Global Taskforce demande :

- » Des actions au niveau local et national pour gouverner en partenariat, visant à co-crée des villes et des territoires qui préservent le

Droit à la ville de tous les habitants, à adapter les modes de production et de consommation pour un avenir durable, à partager et à protéger les biens communs et à conserver le patrimoine, à garantir la créativité, la diversité, la compréhension et la paix.

- » Des actions au niveau international pour transformer le rôle des gouvernements locaux au niveau des processus d'élaboration des politiques internationales et pour assurer une consultation structurelle des gouvernements locaux et régionaux organisés.
- » La reconnaissance des efforts des gouvernements locaux et régionaux pour organiser et produire des contributions bien informées qui serviront au processus d'élaboration de politiques à l'international, à travers nos réseaux internationaux.
- » L'engagement de nos pairs à contribuer à la voix unifiée des gouvernements locaux et régionaux, en participant activement aux réseaux gouvernementaux locaux et en renforçant les mécanismes de coordination et de consultation, notamment l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux, afin de devenir un véritable interlocuteur politique vis-à-vis de la communauté internationale pour toutes les questions liées au développement durable.



2

INTELLIGENCE



Etre la source mondiale majeure d'information et de renseignement concernant les gouvernements locaux et régionaux dans le monde entier est l'une des priorités stratégiques de CGLU. Par le biais de ses observatoires mondiaux, CGLU vise à assurer que ses programmes de recherche et d'action sont véritablement fondés sur les expériences locales de ses membres. Pour ce faire, CGLU a mis en place un réseau unique d'experts universitaires et techniques qui collaborent

et en consultation avec les élus locaux et régionaux. Les rapports de CGLU sont utilisés pour partager des connaissances et des pratiques entre ses membres ainsi que pour fournir des arguments solides pour son travail de plaidoyer mondial. En 2016, le cinquième rapport de l'Observatoire mondial sur la démocratie locale et la décentralisation a jeté les bases des contributions politiques de CGLU au processus Habitat III et de l'Engagement de Bogotá et de l'Agenda d'action.

UN AGENDA MONDIAL PAR ET POUR LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX



Depuis la publication de sa première édition en 2008, le Rapport mondial sur la démocratie locale et la décentralisation (GOLD) est devenu une référence internationale pour l'analyse des gouvernements locaux dans le monde entier.

Suite à une période intense de trois ans de consultations et de recherches, CGLU a lancé en octobre 2016 la quatrième édition de GOLD « Co-crérer le futur urbain ». Le rapport présente l'agenda des métropoles, des villes et des territoires et les fondements de l'Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux : un ensemble de recommandations politiques pour tous les acteurs et les parties prenantes du

système de gouvernance local et régional.

GOLD IV et l'Agenda mondial ont placé les autorités locales et régionales au cœur du Nouvel agenda urbain, en renforçant les liens avec l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris sur les Changements Climatiques.

GOLD IV et l'Agenda mondial cherchent à trouver un équilibre entre notre propre agenda et l'agenda de développement mondial. Le développement de notre propre agenda sert nos objectifs de relations internationales et de plaidoyer, ce qui nous permet d'identifier et d'exprimer nos propres priorités et préoccupations, tout en réagissant et en participant aux processus et aux débats internationaux. Il constitue une contribution essentielle au débat mondial, en identifiant et en définissant des politiques pratiques permettant de traduire les objectifs mondiaux de ces agendas en actions concrètes, basées sur les contributions, les expériences et les pratiques des dirigeants

Ateliers et consultations dans le cadre du processus GOLD IV :



ZONES MÉTROPOLITAINES ET PÉRIPHÉRIQUES

30-31 mars 2015 et
4-5 juillet 2016



VILLES INTERMÉDIAIRES

23-24 mars 2015 et
25-26 avril 2016



TERRITOIRES

29-30 juin 2015

98
PARTICIPANTS

Maires et représentants des
gouvernements locaux et régionaux

37
PARTICIPANTS

Partenaires, experts,
universitaires et société civile

et des membres locaux et régionaux. Plutôt que de simplement refléter les agendas développés par les États et la communauté internationale, il se **base sur la pratique et la proximité.**

Le processus GOLD a renforcé le rôle de CGLU en tant que « réseau de réseaux », en nous confortant dans notre mission, celle de faire entendre la voix des gouvernements locaux et régionaux et de leurs partenaires pour qu'ils contribuent au débat mondial. **Les consultations avec l'ensemble des membres**, que nous

avons entreprises pour pouvoir définir quelles recommandations et recherches seront nécessaires, nous ont permis de recueillir les points de vue et les expériences variées des dirigeants et des partenaires des gouvernements locaux du monde entier.

Afin de dépasser les approches sectorielles et d'obtenir une vision intégrée du développement, ces consultations ont adopté une approche intégrée et comprenant 3 types de gouvernements locaux

et régionaux : **les métropoles, les villes intermédiaires et les territoires** (régions, petites villes et communes rurales). Suite aux consultations qui se sont tenues en 2015, deux consultations supplémentaires ont eu lieu en avril 2016 avec des représentants de villes intermédiaires, puis en juillet 2016 avec des représentants de villes métropolitaines et périphériques.

DOCUMENT CADRE SUR L'ESPACE PUBLIC

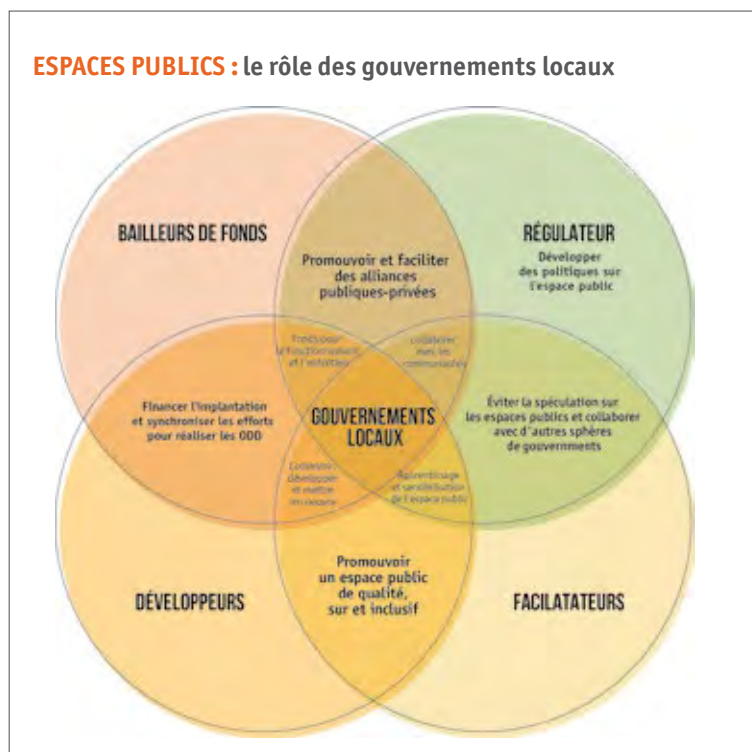


CGLU et sa Commission de planification stratégique urbaine ont lancé le **Cadre politique sur les espaces publics de CGLU par et pour les gouvernements locaux** lors du Congrès mondial de CGLU à Bogotá.

Le cadre rappelle que **l'élaboration de politiques locales sur les espaces publics contribue directement à la réalisation de l'Agenda 2030**. Les gouvernements locaux jouent un rôle clé au niveau de la planification, de la gestion et de l'administration des espaces publics, qui permettent de refaçonner les villes et d'améliorer la qualité de vie des citoyens.

Le cadre intègre les **leçons acquises grâce à plusieurs échanges d'apprentissage et partenariats** constitués autour de ce sujet.

Suite à la promotion du cadre de la Conférence d'Habitat III, la Commission de planification stratégique urbaine apportera son aide au partenariat avec ONU-Habitat en **compilant les pratiques et les politiques en matière de l'espace public**, tout en favorisant le partage de connaissances entre villes, experts et universitaires.



DOCUMENT CADRE SUR LES VILLES INTERMÉDIAIRES

CGLU et son Groupe de travail sur les villes intermédiaires ont lancé et promu le **Document cadre de CGLU sur les villes intermédiaires**, élaboré avec la Chaire UNESCO sur les villes intermédiaires de l'Université de Lérida.

Ce document explique que **les villes intermédiaires rencontrent des difficultés pour exprimer leurs points de vue auprès de la communauté internationale**, alors que plus de la moitié de la population mondiale vit dans des villes intermédiaires et qu'elles jouent un rôle essentiel au niveau de l'urbanisation.

Les défis, les opportunités et les stratégies des villes intermédiaires qui sont compilés dans le document ont servi à plusieurs échanges entre dirigeants locaux, qui se sont tenus lors du Bureau exécutif de CGLU à Kazan, à Habitat III, au PrepCom 3 de Surabaya et lors du Congrès mondial de CGLU à Bogotá.

Les villes intermédiaires ont présenté leur engagement pour la mise en œuvre des agendas mondiaux dans la **Déclaration des villes intermédiaires de CGLU**, présentée lors du Congrès mondial de CGLU et de la Conférence Habitat III. Un autre rassemblement mondial devrait avoir lieu en 2017 pour redynamiser ces efforts de sensibilisation et d'échange.



Nous nous engageons à devenir un instrument déterminant pour la mise en œuvre des agendas mondiaux, notamment les ODD, l'Agenda de prévention des catastrophes, l'Agenda climatique et le Nouvel agenda urbain... Nous soutenons fortement [leur] localisation ... et nous demandons aux gouvernements nationaux et à la communauté internationale de reconnaître que les villes intermédiaires sont les plus à même de mettre en œuvre et de coordonner les dispositions de ces agendas dans les territoires relevant de leur juridiction .

Extrait de la Déclaration des villes intermédiaires de CGLU



DOCUMENT DE POSITION POLITIQUE SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

Le document politique de CGLU « **Le rôle des gouvernements locaux au niveau du développement économique local** », élaboré par le Groupe de travail de CGLU sur le développement économique local et la Commission CGLU Coopération au développement et Diplomatie des villes, a été présenté lors du Congrès mondial de CGLU à Bogotá.

Les politiques de décentralisation ont contribué à créer des environnements économiques solides pour les gouvernements locaux, les institutions sociales et éducatives locales, ainsi que les entreprises.

Le document politique cherche à préciser le rôle que les gouvernements locaux et les associations locales devraient jouer dans ce domaine. Il cherche à se poser en référence à l'heure d'établir **des politiques adéquates visant une croissance économique locale équitable et équilibrée**.

Le Groupe de travail de CGLU sur le développement économique local fera la promotion du rôle des gouvernements locaux à l'occasion de forums multilatéraux sur le développement économique local, prévus en 2017 en Bolivie et au Cap-Vert.

L'ENGAGEMENT
DE BOGOTA
ET L'AGENDA D'ACTION



Notre agenda politique

Au cours du Sommet mondial de Bogotá, le Conseil mondial de CGLU a approuvé l'**Engagement de Bogota et l'Agenda d'action**, la principale réalisation politique du Congrès. La déclaration s'appuie sur les **recherches** et les **consultations** avec les gouvernements locaux et régionaux dans le cadre du Rapport mondial sur la démocratie locale et la décentralisation (GOLD IV). Elle s'appuie également sur les recommandations de la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux (Global Taskforce). GOLD IV et l'Engagement et l'Agenda d'action de Bogota ont contribué de manière significative à la Déclaration de la Seconde Assemblée mondiale à Habitat III, en y reflétant les points de vue et les priorités des membres de CGLU.

Dans l'Engagement de Bogotá, CGLU et ses membres considèrent les différents agendas mondiaux de développement et de durabilité comme un agenda unique et universel qui exige une gouvernance multi-acteurs et à plusieurs niveaux pour les villes et les territoires. Il devra contribuer à un nouveau modèle de développement, élaboré à partir des territoires.

Dans le cadre de l'Engagement de Bogotá, les membres de CGLU s'engagent à contribuer au renouvellement du **contrat social**, afin de renforcer la démocratie et de promouvoir la participation active de la société civile au niveau des prises de décision politique. Ils s'engagent à **promouvoir le dialogue entre les différentes sphères de gouvernement** afin que les besoins et les différents contextes des villes et des territoires soient placés au cœur des politiques, à tous les niveaux. Il faudra pour ce faire **une gouvernance innovante à plusieurs niveaux** et des innovations au niveau du financement local et du développement. L'Engagement demande également l'élaboration de politiques qui contribueront à bâtir des communautés prospères et inclusives, ainsi que la promotion de nouveaux modes de production et de consommation, tout en donnant la priorité à la durabilité et à la résilience.

Les recommandations compilées dans l'Engagement de Bogota et l'Agenda d'action sont présentées selon leur niveau d'action : local, national et international.

ENGAGEMENTS ET ACTIONS AU NIVEAU DES TERRITOIRES

Au niveau territorial, les gouvernements locaux et régionaux jouent désormais un rôle plus important au niveau de la réglementation du **tissu urbain** et des territoires, ainsi que de la **protection des biens communs**.

Les dirigeants locaux et régionaux doivent développer de nouvelles capacités et modalités de **leadership** pour tirer profit des nouvelles opportunités qui se présentent. Ils doivent stimuler la participation en favorisant une société civile dynamique et autonome qui puisse contribuer à développer des services publics partagés, des logements coopératifs et des économies collaboratives et solidaires, qui contribuent à une nouvelle approche de la gouvernance.

Les gouvernements locaux et régionaux doivent lutter quotidiennement contre l'exclusion socio-spatiale et **promouvoir la justice sociale**, intégrer les migrants, prévenir la discrimination et à la violence urbaine, et protéger les droits sociaux pour assurer la prospérité et le bien-être de tous. Les gouvernements locaux et régionaux doivent ouvrir la voie vers la mise en œuvre du **Droit à la ville**.

CGLU devrait mettre davantage en valeur l'aménagement urbain et territorial intégré, afin de façonner l'avenir des villes et des territoires. Elles doivent garantir l'accès à

des infrastructures de qualité et résilientes et des services de base pour tous. **Des villes et des territoires plus verts** sont essentiels pour un avenir durable. Les gouvernements locaux et régionaux doivent s'orienter vers **des modes de production et de consommation durables** et agir pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter.

Les gouvernements locaux et régionaux devraient disposer des pouvoirs et des ressources politiques nécessaires pour contrôler les leviers de développement économique et profiter de la transformation de l'économie mondiale, afin de stimuler un **développement économique endogène**.

Enfin, **la culture est un élément essentiel de la citoyenneté**, de l'intégration et du vivre ensemble. Il faut la considérer comme le quatrième pilier du développement durable. Tous les citoyens ont droit à la culture. Les villes et les territoires devraient promouvoir des politiques culturelles actives.





UN SIÈGE À LA TABLE DES NÉGOCIATIONS MONDIALES

Afin que les politiques et les accords mondiaux **prennent véritablement en compte les expériences et les engagements locaux**, le rôle des gouvernements locaux et régionaux doit changer pour ce qui est de l'élaboration des politiques internationales. Ils doivent faire partie d'une **consultation structurée** en tant que parties prenantes reconnues et organisées, et non plus être consultés de manière ponctuelle. Les efforts déployés par les gouvernements locaux et régionaux pour organiser et produire des contributions éclairées doivent être reconnus.

Le **modèle actuel de financement ne répond pas aux besoins** de la plupart des villes et des territoires existants et émergents. Un **partenariat mondial pour le financement des logements urbains, des services de base et des infrastructures** pourrait regrouper des représentants d'institutions financières nationales et internationales, de banques régionales de développement, d'investisseurs institutionnels, de donateurs et de dirigeants infranationaux.

En outre, les gouvernements locaux et régionaux devraient s'appuyer sur la **coopération décentralisée et la solidarité internationale** qu'ils pratiquent de longue date, afin de partager leurs expériences sur la manière dont ils relèvent les défis mondiaux (par exemple, le changement climatique, la prévention des risques, la consolidation de la paix, la coopération au développement). Ils pourront également expliquer comment ils gèrent l'impact des phénomènes mondiaux au niveau local (par exemple, l'intégration des migrants, la médiation de la mondialisation économique et la promotion de la coopération culturelle).

Dans les années à venir, le travail de CGLU et de ses membres sera axé sur la mise en œuvre et le suivi de l'Engagement de Bogotá et de l'Agenda d'action, ainsi que de sa réalisation et de celle des agendas mondiaux.

UNE VOLONTÉ NATIONALE D'INCLURE LES GOUVERNEMENTS LOCAUX

Le leadership local ne peut se développer que si les gouvernements nationaux permettent aux gouvernements locaux et régionaux de disposer **de cadres juridiques et de ressources adéquats**, tout en adoptant une approche émanant de la base. En outre, pour y parvenir, il faudra résoudre de toute urgence les inégalités et les lacunes au niveau **de la décentralisation** dans de nombreux pays et régions.

Les cadres institutionnels doivent être renouvelés pour promouvoir **une gouvernance partagée et une décentralisation efficace**, en s'appuyant sur une gouvernance à plusieurs niveaux et des consultations renforcées, afin de garantir un développement cohérent des politiques au niveau national.



3

RENFORCEMENT
DU RÉSEAU, LEADERSHIP
ET GOUVERNANCE

RENFORCEMENT DU RÉSEAU, LEADERSHIP ET GOUVERNANCE



Au cours de l'année du Congrès mondial, l'Organisation mondiale de CGLU a renouvelé ses instances statutaires, au moyen d'un processus électoral élaboré par les Sections de CGLU. La dernière réunion statutaire pour 2013-2016 s'est tenue lors du Bureau exécutif de Kazan. Au cours de la même année, la deuxième édition du séminaire annuel de CGLU et les conclusions tirées lors de la préparation du Congrès mondial de CGLU à Bogotá se sont avérées indispensables pour définir des actions communes et faire en sorte que les différentes parties du réseau se les réapproprient.

Dans le cadre de la Conférence d'Habitat III, CGLU a également amélioré ses capacités en matière de communication et de gestion des connaissances, en étendant son impact sur les réseaux sociaux et dans les médias traditionnels, tout en améliorant les échanges d'informations au sein du réseau.

CGLU a mis en avant des initiatives de collaboration et a établi un nouveau partenariat pour étudier les forces qui influenceront sur les villes et leurs habitants dans les décennies à venir.

RENOUVELLEMENT DES INSTANCES DIRIGEANTES DE CGLU

Sur le plan institutionnel, le Congrès mondial de CGLU à Bogotá a constitué un moment clé pour l'organisation, avec le renouvellement des instances dirigeantes pour la période 2016-2019.

Le processus électoral est un grand projet pour tous les niveaux de l'organisation. Il implique la mobilisation d'associations nationales, de membres individuels et l'organisation de dépôt de candidatures au niveau régional et métropolitain. Les kits électoraux sont préparés conformément aux règles de procédure électorale et sont supervisés par la Commission des Affaires statutaires, qui s'est réunie à 4 reprises pour commenter et aborder les

questions concernant les candidatures.

Les nominations au Conseil mondial ont été ratifiées à Bogotá par l'Assemblée générale. Les membres du Bureau Exécutif ont été choisis parmi les membres du Conseil Mondial et selon les candidatures précédemment soumises. Une attention particulière a été accordée à l'inclusion des femmes dans les nouveaux organes de direction ; la Commission permanente sur l'égalité des genres a aidé à la mise en place d'un caucus mondial de femmes afin de compenser les déséquilibres entre les sexes qui sont ressortis lors de l'exercice électoral de 2016.

Seuls les représentants ayant un mandat politique sont éligibles à un poste au sein des organes de direction de CGLU. Les représentants doivent être à jour dans le paiement de leurs cotisations à CGLU et doivent être prêts à exercer ce rôle sans recevoir de rémunération.

Suite au Congrès, un **guide pratique** a été produit et envoyé pour présenter aux nouveaux membres des instances dirigeantes, les procédures et les aspects pratiques des réunions statutaires. Le document est un outil pratique qui répond aux questions les plus fréquemment posées par les membres et leurs équipes pour la préparation des réunions.

CGLU compte trois instances statutaires principales: le Bureau exécutif, le Conseil mondial et l'Assemblée générale ; ainsi que deux Comités, l'un chargé des finances et des aspects administratifs – le Comité de gestion financière – et l'autre du fonctionnement de l'organisation – la Commission des affaires statutaires –

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

TOUS



MEMBRES

Elle se réunit tous les trois ans, elle est responsable de la politique générale, de l'orientation et de la supervision de l'organisation.

CONSEIL MONDIAL

342



MEMBRES

Il s'agit du principal organe décisionnel de CGLU. Il se réunit une fois par an pour décider des politiques de l'organisation et s'assurer que les politiques générales sont mises en œuvre.

BUREAU EXÉCUTIF

117



MEMBRES

Il se réunit deux fois par an. Il est en charge de formuler des propositions et d'appliquer les décisions du Conseil mondial. Il est responsable de la gestion administrative et financière de CGLU.



DES FORMATS DE COMMUNICATION AMÉLIORÉS POUR LE RÉSEAU



En s'appuyant sur les efforts réalisés au cours des années précédentes et afin de favoriser le partage des connaissances à travers le réseau, le Secrétariat mondial a produit des brochures, telles que « Notre parcours vers Habitat III », avec **des messages de sensibilisation axés sur des événements et des processus stratégiques clés**.

Des séances d'information régulières entre le Secrétariat mondial et les Sections et les Commissions ont été mises en place pour assurer **les échanges avant les principales activités**. De manière périodique et structurée, les membres ont été invités à partager leurs initiatives et à fournir des commentaires sur les informations fournies par CGLU.

Le Secrétariat mondial a continué de promouvoir la plateforme en ligne du **réseau de CGLU**, conçue pour favoriser la communication quotidienne et la collaboration horizontale dans l'ensemble de l'organisation. Le réseau de CGLU est un espace permettant de lancer des initiatives communes et il a joué un rôle essentiel pour l'organisation du séminaire de CGLU, ainsi que pour les préparatifs du Congrès mondial de CGLU à Bogotà.

CGLU a lancé un site Web spécifique pour promouvoir et contribuer conjointement au Congrès mondial de Bogotà, ainsi qu'un autre site Web pour partager des informations sur l'agenda d'apprentissage de CGLU.

La stratégie de communication de CGLU, qui cherche à apporter des idées au niveau mondial en impliquant des réseaux mondiaux de gouvernements locaux et régionaux, a renforcé les efforts de plaidoyer de la Global Taskforce. Cela a entraîné **une visibilité accrue des gouvernements locaux et régionaux à l'international** et la reconnaissance de la Global Taskforce en tant que représentant clé des gouvernements locaux. En parallèle, CGLU a élaboré des infographies et des nouvelles tout en employant des pratiques de marketing social établies, ce qui a mis en valeur les résultats du solide travail de recherche mené dans le cadre du processus GOLD IV.



Conformément à l'objectif de CGLU, à savoir renforcer les liens entre nos différents domaines de travail et améliorer le partage de nos connaissances à travers et au-delà du réseau, le Secrétariat mondial de CGLU a continué à soutenir la réorganisation de l'équipe, afin d'inclure **le rôle des connecteurs entre les différents domaines de travail**.

PUBLICATIONS

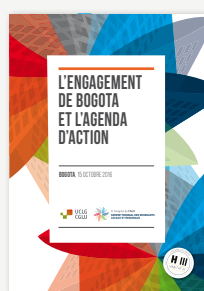
1. Institutionnel



Rapport annuel 2016



Guide pratique : comment participer activement aux instances statutaires de CGLU

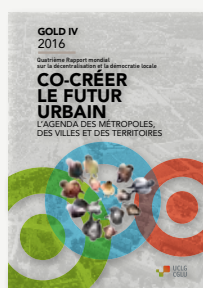


L'engagement de Bogota et l'agenda d'action

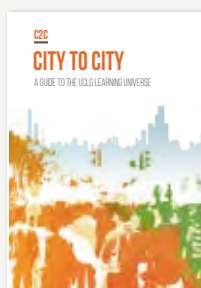
2. Agenda Global



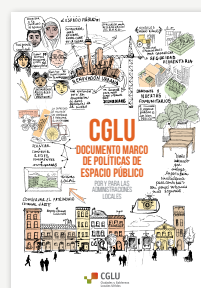
GOLD IV - Co-créer le futur urbain - Résumé Exécutif



GOLD IV - Co-créer le futur urbain



C2C - City to City: A Guide to the UCLG Learning Universe
Disponible en anglais



CGLU - Document cadre sur les politiques d'espace public
Disponible en anglais



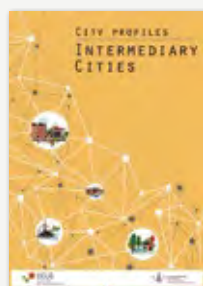
Création d'alliances : localiser l'ODD 8
Disponible en anglais



Espace public : Think Piece de CGLU
Disponible en anglais



UCLG Tips to Engage your City in Learning
Disponible en anglais



Villes intermédiaires : profils
Disponible en anglais



The Future's Edge for Cities
Disponible en anglais

PUBLICATIONS

3. Global Taskforce



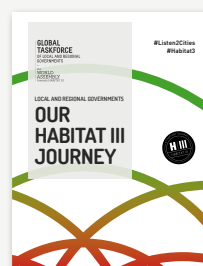
Déclaration de la Seconde Assemblée Mondiale des gouvernements locaux et régionaux



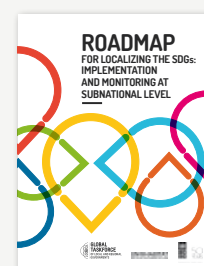
Ce que les gouvernements locaux et régionaux apportent à la table mondiale des négociations



Un Collectif organisé et prêt à contribuer

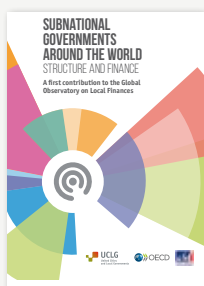


Our Habitat III Journey
Disponible en anglais



Roadmap for Localizing the SDGs
Disponible en anglais

4. Commissions et groupes de travail



Subnational Governments Around the World: Structure and Finance
Disponible en anglais



Global Observatory on Local Finances
Disponible en anglais



Cinq recommandations fondamentales en matière de finances locales portées par CGLU



Policies for Inclusive Development in Intermediate Cities and Regional Governments
Disponible en anglais



Localizing SDG 11 and SDG 16
Disponible en anglais



Urban Management and Public Service Policies
Disponible en anglais



Perspectives from Cities in Crisis
Disponible en anglais



Local Governments: Legitimate Actors for Development
Disponible en anglais

RESEAUX SOCIAUX ET SITES WEB



www.uclg.org



Twitter

FOLLOWERS SUR TWITTER



↑ AUGMENTATION **7.080 Followers**

PAR PAYS

Etats-Unis 525	12%	Canada 191	5%
Espagne 436	10%	Turquie 174	4%
Royaume-Uni 420	10%	Colombie 167	4%
France 310	7%	Belgique 157	4%
Mexique 209	5%	Pays-Bas 144	3%



Facebook

FANS



↑ AUGMENTATION **1.023 fans**

PAR PAYS

Espagne 276	Maroc 210
Mexique 269	Argentine 163
Brésil 251	Colombie 157
France 233	Italie 131
Etats-Unis 220	Canada 103

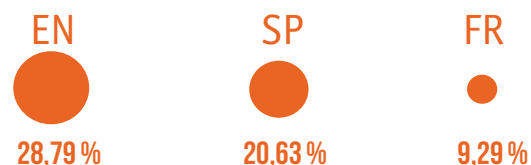
NOMBRE D'UTILISATEURS



NOMBRE DE VISITES



PAR LANGUE



PAR PAYS

Espagne 17,32 %	Brésil 4,20 %
Etats-Unis 10,76 %	Allemagne 4,18 %
Royaume-Uni 6,01 %	France 4,13 %
Equateur 4,94 %	Canada 3,12 %
Belgique 4,23 %	Mexique 2,78 %



www.gtf2016.org

NOMBRE DE VISITES



PAR PAYS

Espagne 2.763	17,32 %	Brésil 670	4,20 %
Etats-Unis 1.717	10,76 %	Allemagne 667	4,18 %
Royaume Uni 958	6,01 %	France 658	4,13 %
Equateur 788	4,94 %	Canada 498	3,12 %
Belgique 674	4,23 %	Mexique 444	2,78 %

DES CAMPAGNES PLUS EFFICACES ET DE PLUS GRANDE ENVERGURE



Des efforts particuliers ont été déployés pour accroître la présence de CGLU sur les réseaux sociaux. Toutes les actions de communication ont été soutenues et renforcées au moyen d'outils de médias sociaux. Grâce à tous ces efforts, la visibilité de CGLU s'est améliorée, avec pour preuve l'augmentation considérable du nombre de followers sur les réseaux sociaux.

Suite à la campagne #urbanSDG lancée par CGLU en 2015, l'action phare de 2016 était la campagne #listen2cities (écouter les villes), lancée par la Global Taskforce avec le soutien de CGLU. Elle a mobilisé près de 2 millions de personnes sur les réseaux sociaux. Elle a été lancée en même temps que les audiences des Autorités locales lors d'Habitat III et de la première session de la Seconde Assemblée mondiale à New York. Les objectifs de la campagne étaient les suivants :

- » **Souligner la reconnaissance officielle des réseaux internationaux de gouvernements locaux dans le cadre du processus d'Habitat III**
- » **Appeler les gouvernements nationaux à tenir compte de nos recommandations dans les négociations sur le Nouvel agenda urbain**
- » **Tirer profit de la communication en ligne sur Habitat III pour partager nos recommandations relatives au Nouvel agenda urbain (en combinant les hashtags #Listen2Cities et #Habitat3)**

En impliquant les réseaux mondiaux des gouvernements locaux, de la société civile et de la communauté urbaine, la campagne a eu un impact très positif, en particulier sur Twitter. Elle a démontré notre capacité à nous organiser pour faire entendre nos voix sur la scène mondiale et influencer les politiques, tout en communiquant les messages de la Seconde assemblée mondiale.

Les campagnes sur les réseaux sociaux, les articles sur les sites Web et les campagnes de marketing par e-mail ont permis à CGLU, à ses travaux relatifs à l'Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux et à ses messages concernant le débat sur les politiques internationales en cours, d'obtenir une couverture médiatique dans de nombreux journaux et blogs.

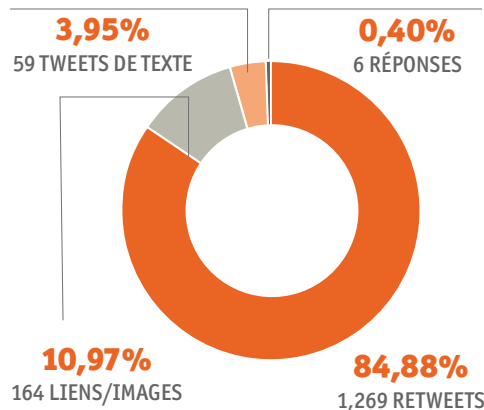
#Listen2Cities

CETTE CAMPAGNE A MOBILISÉ PRÈS DE :

2.000.000 personnes



1.495 tweets



IMPACTS POTENTIELS	5.274.918
PORTEE POTENTIELLE	1.788.731
CONTRIBUTEURS	514
FOLLOWERS PAR CONTRIBUTEUR	3.480
TWEETS PAR CONTRIBUTEUR	2.91



RENFORCEMENT DU SÉMINAIRE ANNUEL DE CGLU

Les priorités stratégiques de CGLU pour 2010-2016 montrent qu'il est important de consolider le réseau de CGLU déjà mis en place, tout en recherchant des moyens de l'étendre.

Les membres se sont dits satisfaits du Séminaire 2015 de CGLU et ont souhaité que ce rassemblement soit institutionnalisé ; ainsi, le **Séminaire et le Campus de CGLU** est devenu un mécanisme de consultation annuel, qui s'est avéré essentiel pour la **définition d'actions conjointes et pour favoriser le sentiment d'appropriation et de cohésion dans le réseau.**

Le fait que la seconde édition de la Retraite ait rassemblé davantage de participants, ainsi que le succès de la première édition, témoignent de la richesse des échanges lors de cet événement. **Au sein de l'écosystème complexe de CGLU, il existe maintenant plus de liens entre les différentes parties du réseau, des échanges de connaissances accrus et des synergies plus étroites.**

80

Participants sur un total de 23 pays de tous les continents

16

de nos commissions et groupes de travail étaient représentés

LE BUREAU EXÉCUTIF DE KAZAN : GOUVERNANCE, DIVERSITÉ ET DURABILITÉ

Le Bureau exécutif de CGLU a eu lieu à **Kazan** en mai 2016, à l'aimable invitation du maire de la ville, M. Metshin. Il a compté sur la participation de plus de 200 représentants d'environ **90 villes et autorités locales et régionales** du monde entier, ainsi que d'importantes figures du monde urbain.

Le Bureau exécutif a abordé tous les éléments stratégiques de l'agenda mondial de CGLU. Des débats ouverts ont également été organisés avec des représentants culturels, religieux, économiques et politiques d'Eurasie et avec les membres eurasiens.



LE FUTUR DES VILLES

En 2016, CGLU s'est associé à deux organisations pour identifier les forces qui façonneront la vie urbaine à l'avenir et qui pourraient ne pas être incluses dans les discussions officielles d'Habitat III, alors qu'elles sont capitales pour les décennies à venir : **l'Institut pour l'avenir (ITF)**, un organisme de recherche avec près de 50 ans d'expérience en prévision, et le **« Laboratorio para la Ciudad »**, un laboratoire d'innovation civique et de créativité urbaine à Mexico.

CGLU a publié **« The future's edge for cities »** pour présenter les recherches de l'ITF, suite à un atelier entre experts qui s'était tenu à New York avec les deux organisations. Cette analyse présente **des petites innovations locales susceptibles d'avoir un impact sur nos villes et nos territoires** si elles étaient transposées à une autre échelle ou à un autre lieu.

Ces **« indicateurs de changement »**, qui présentent des scénarios envisagés sur l'avenir de sujets clés tels que la main-d'œuvre, la gouvernance ou l'apprentissage, ont été présentés à un public élargi sur la plate-forme de travail permanente du Congrès mondial de Bogotá.





LES PRIX DE CGLU PRIX INTERNATIONAL DE GUANGZHOU POUR L'INNOVATION URBAINE

Coparrainé par CGLU, Metropolis et la Ville de Guangzhou, le **Prix international de Guangzhou pour l'innovation urbaine** reconnaît les projets innovants pour l'amélioration de la durabilité sociale, économique et environnementale dans les villes et les régions.

Le 3ème prix de Guangzhou, qui s'est tenu en décembre 2016 à Guangzhou, a été attribué aux villes de **Songpa-gu** (République de Corée), du **gouvernorat de Qalyubeya** (Egypte), de **Boston** (Etats-Unis), de **Copenhague** (Danemark) et de **La Paz** (Bolivie).

Le comité technique du Prix de Guangzhou s'est réuni lors du Congrès mondial de Bogotá et a examiné plus de **300 initiatives**, afin de choisir 15 villes d'excellence ; il a ensuite demandé au jury de sélectionner les cinq villes primées. Dans le cadre du Congrès, la communauté pour l'innovation urbaine de CGLU a organisé une session spécifique relative au Prix, en soulignant que l'innovation urbaine contribue aux ODD et à la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain.

LES PRIX DE CGLU PRIX DE CGLU POUR LA PAIX

Le **Prix de CGLU pour la Paix** récompense tous les trois ans des gouvernements locaux ayant mis en œuvre des initiatives pour la prévention des conflits, leur résolution, ou la consolidation de la paix, et qui ont eu un impact positif significatif. Le prix a pour but de faire reconnaître le rôle important, mais souvent négligé, des gouvernements locaux en tant qu'acteurs de la consolidation de la paix, proposant ainsi une approche plus efficace de la résolution des conflits. Il est coordonné avec le soutien et l'expertise de plusieurs institutions dans le cadre de la Commission de CGLU sur la Coopération au développement et la Diplomatie des villes.

La première édition du prix, intitulée Prix pour la paix CGLU-Ville de Bogota, a été décernée lors du Congrès mondial de CGLU à la ville de Kauswagan (Philippines) pour son projet « From arms to farms ». Les cinq finalistes du prix, choisis par le jury parmi plus de 45 lauréats, ont été invités à présenter leurs initiatives lors d'une session spéciale pendant le congrès.



LES PRIX DE CGLU PRIX INTERNATIONAL CGLU — VILLE DE MEXICO — CULTURE 21



Résultant d'un partenariat entre CGLU, sa Commission Culture et la Ville de Mexico, le Prix international « **CGLU – Ville de Mexico - Culture 21** » a été lancé fin 2013 et se tient tous les deux ans. Le prix est accordé à des villes ou à des personnalités qui ont obtenu des résultats exceptionnels pour favoriser le lien entre la culture et le développement durable.

Lors de la seconde édition (2015/16), le prix a été décerné aux villes de **Tombouctou** (Mali) et de **Vaudreuil-**

Dorion (Canada) dans la catégorie « Ville », et à **Jon Hawkes** et **Silvia Rivera Cusicanqui** dans la catégorie « Personnalités ».

Présentée en décembre 2015, la 2ème édition et sa remise des prix ont eu lieu fin octobre 2016 à Mexico. Les gagnants, officiellement annoncés lors du Bureau exécutif de CGLU à Kazan, ont été choisis par le jury parmi plus de 80 lauréats.

PARTENARIAT
STRATÉGIQUE AVEC
L'UNION
EUROPÉENNE

TEMPS FORTS 2016



S'il y a bien un partenariat qui a marqué le travail de l'organisation dans tous les domaines, c'est clairement le partenariat stratégique avec l'UE.

Ce partenariat offre une aide financière temporaire à l'organisation, mais avant tout, il reconnaît CGLU en tant que l'organisation mondiale généraliste principale représentant les gouvernements locaux et régionaux à l'échelle internationale.



UN PARTENARIAT SANS PRÉCÉDENT

En janvier 2015, CGLU et l'Union européenne ont signé un partenariat stratégique qui durera jusqu'en 2020, parallèlement à un programme de soutien de trois ans (2015-2017).

Le partenariat a enrichi le travail de CGLU et lui a permis d'élargir ses activités, tout en **renforçant les liens avec les différentes parties du réseau** qui ont activement participé à l'élaboration du programme de travail.

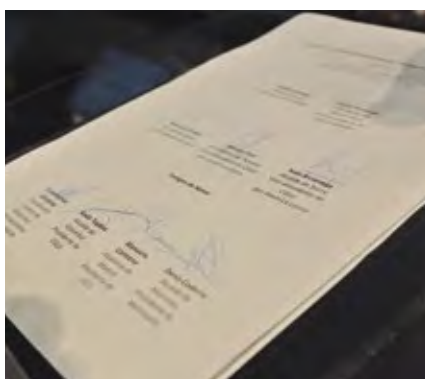
Ce partenariat sans précédent crée **des possibilités inédites** pour fournir des contributions aux politiques de la Commission européenne, amplifier la voix des gouvernements locaux à l'échelle internationale et renforcer les gouvernements locaux à travers le monde.

Certains **progrès significatifs** n'auraient pas pu être accomplis sans la contribution financière prévue par l'accord.

Le soutien financier a permis de **créer la Global Taskforce en tant que mécanisme de consultation**. CGLU a pu soutenir les gouvernements locaux et régionaux dans leur

ensemble grâce à des publications, des campagnes et une visibilité sans précédent. Des représentants du sud de la planète et des femmes dirigeantes ont été impliqués dans les activités bien plus qu'auparavant. La visibilité de la Global Taskforce et de l'Assemblée mondiale à Quito témoigne de ce travail qui, il convient de souligner, offre une meilleure **visibilité à tous les réseaux**, et pas uniquement à CGLU.

L'accord a également permis la mise en place du Séminaire de CGLU, essentiel pour **renforcer le réseau** et favoriser un sentiment d'appartenance et de cohésion entre ses différentes parties.



LE SOUTIEN AUX SECTIONS ET AUX COMMISSIONS

Le partenariat stratégique a permis à CGLU **d'augmenter le soutien aux Sections et aux Commissions**.

Dans ce contexte, CGLU a signé des **Accords de collaboration** avec **CGLU ASPAC** et **Metropolis**. Ces accords ont permis aux Sections de mettre en œuvre des activités spécifiques en utilisant une partie des fonds reçus dans le cadre du partenariat.

CGLU a apporté son soutien direct à la **Commission des finances locales pour le développement de CGLU**, à la **Commission Inclusion sociale, Démocratie participative et Droits humains** de CGLU et à la **Commission Culture** de CGLU. CGLU a également soutenu des organisations tierces au sein du partenariat, **Cités Unies France, Cités Unies Liban et VNG International**.

Ce soutien aux membres a stimulé un large éventail d'activités, telles que : l'amélioration des outils de communication ; un plaidoyer et une visibilité croissants lors d'événements mondiaux ; des contributions aux discussions sur la gouvernance urbaine ; le renforcement des partenariats et le fonctionnement interne des organisations ; des contributions pour une coopération au développement plus efficace ; et la promotion de l'égalité entre les sexes.

ÉVALUATION POSITIVE DE LA MISE EN ŒUVRE

L'évaluation globale des deux premières années de mise en œuvre du Partenariat stratégique est positive, selon le projet de rapport présenté par les consultants en évaluation de la Commission européenne.

Le résumé de l'évaluation externe est détaillé ci-dessous.

Suivi continu

À la fin de la période 2015-2016, les résultats prévus pour les quatre axes d'action stratégiques ont été atteints et/ou sont inscrits au calendrier, garantissant ainsi des progrès constants et positifs au niveau de la mise en œuvre du plan stratégique. Les risques associés à la réalisation de l'objectif global sont faibles.

» **Relations institutionnelles et plaidoyer** : à la fin de la période 2015-2016, CGLU a réussi à participer activement aux principaux mécanismes décisionnels mondiaux, à faire reconnaître les gouvernements locaux et régionaux, à présenter des positions officielles solides et des arguments directement liés au travail des gouvernements locaux et régionaux, à exercer une certaine influence sur l'agenda adopté par les principaux mécanismes décisionnels mondiaux. La consolidation de la Global Taskforce a contribué à assurer ces résultats et contribuera également à l'avenir à maintenir et à continuer le travail réalisé en 2015-2016.

D'autre part, il semble que CGLU puisse encore apporter des améliorations dans le domaine des relations institutionnelles et de la réalisation de partenariats entre les gouvernements locaux et régionaux,

la communauté internationale et l'UE.

» **Intelligence** : à la fin de la période 2015-2016, CGLU a réussi à rédiger, publier et diffuser le rapport GOLD IV, un document qui offre un contenu de haute qualité et qui décrit l'Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux pour le XXI^e siècle. Il s'agit de deux outils solides pour aider les gouvernements locaux et régionaux à défendre leurs positions et à influencer la prise de décision au sein des mécanismes mondiaux et régionaux.

» **Le renforcement du réseau, du leadership et de la gouvernance** : à la fin de la période 2015-2016, CGLU avait amélioré la gestion des connaissances et les capacités de communication du réseau. CGLU avait également permis aux Commissions et aux Groupes de travail de travailler plus étroitement sur l'Agenda de

CGLU. CGLU avait aussi organisé 2 séminaires, son Bureau Exécutif et, surtout, son 5^{ème} Congrès mondial. Tous ces événements ont constitué un moment privilégié pour renforcer le réseau et favoriser le sentiment d'appartenance et de réappropriation.

» **La coopération et l'apprentissage** : à la fin de la période 2015-2016, CGLU avait développé des échanges d'apprentissage entre des membres actifs en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe, afin de répondre aux exigences des membres. Plus important encore, CGLU avait réussi à consolider le Forum commun d'apprentissage des gouvernements locaux de CGLU et à en faire une plateforme d'échanges entre les gouvernements locaux spécialistes de l'apprentissage par les pairs, en leur permettant de définir conjointement les priorités, de trouver des synergies et d'élaborer un agenda commun.



4

COOPÉRATION
ET APPRENTISSAGE



En 2016, CGLU est devenu un véritable réseau d'apprentissage, en aidant les gouvernements locaux et régionaux à exercer une coopération décentralisée efficace et à répondre aux exigences de renforcement des capacités.

CGLU rassemble des leaders locaux et des professionnels provenant de différents environnements, qui souhaitent apprendre au-delà des seuls contextes de leurs villes et de leurs territoires, tout en bénéficiant de notre engagement à l'international et y contribuant.

Dans le même temps, la promotion de la coopération décentralisée est une pierre angulaire essentielle du mouvement municipal international. En plus de promouvoir des solutions innovantes, elle favorise la solidarité à long terme et des partenariats qui instaurent le dialogue et la paix depuis des décennies. Cette approche constitue la base de notre travail visant l'intégration des migrants au niveau local.

APPRENTISSAGE DE CGLU

L'agenda d'apprentissage de CGLU offre aux membres et aux partenaires un espace pour tester de nouvelles idées et méthodologies et développer des sphères d'apprentissage et des communautés de pratique afin de répondre aux intérêts et aux besoins spécifiques des membres.

Une participation accrue des membres actifs, des associations de gouvernements locaux, des Commissions et des groupes de travail a permis la mise en place de **plates-formes ad hoc pour se pencher sur des solutions locales aux défis communs mondiaux**. Elles ont permis d'accroître le nombre de partenariats pour des activités d'apprentissage spécifiques. Au total, trois partenariats à long terme créés en 2015 ont été consolidés en 2016 ; 3 collaborations supplémentaires à long terme ont été établies ; 3 Commissions de CGLU ont activement contribué à l'Agenda d'apprentissage ; 15 gouvernements régionaux ont participé à des événements spécifiques ; 6 partenaires se sont activement impliqués ; plus de 40 villes ont participé aux événements ; et 7 gouvernements locaux, régionaux ou associations de gouvernements locaux ont co-organisé des événements d'apprentissage par les pairs.

Les événements d'apprentissage se sont alignés sur la localisation des ODD en tant que cadre de travail, en renforçant les liens entre l'apprentissage par l'action et la localisation des ODD. Les événements d'apprentissage ont permis de faire le lien entre la richesse des expériences et des défis au niveau local et la réalisation des ODD 8, 9, 10, 11 et 16. En consolidant la corrélation entre les ODD et les contextes locaux, cette approche a permis de prendre conscience de la nature politique du processus de localisation. Simultanément, elle a permis de souligner qu'il était important que les gouvernements locaux rapportent leurs connaissances et partagent leurs expériences et pratiques locales. L'apprentissage est capital pour les praticiens et les leaders.

Les événements d'apprentissage contribuent à mettre en place un réseau cohérent, avec des résultats tangibles au niveau des connaissances de ses membres. Les 4 événements d'apprentissage ci-dessous, organisés en 2016, sont consignés sous le format CGLU de « **notes d'apprentissage par les pairs** ». Ces notes fournissent un contexte et une évaluation critique des pratiques, avec notamment des informations sur l'impact politique et les possibilités d'adapter ces expériences à d'autres contextes.



Politiques de développement inclusives pour les villes intermédiaires et les gouvernements régionaux

Cet événement d'apprentissage par les pairs a eu lieu en avril 2016 dans la province de **Santa Fe** (Argentine). Pensé comme un forum sur la coopération Sud-Sud et triangulaire et en partenariat avec l'Organisation internationale du Travail (OIT), ce rassemblement a favorisé l'échange d'apprentissage. Il s'est penché sur des initiatives visant à promouvoir le travail décent et un développement durable et inclusif. Il a pu compter sur l'engagement des gouvernements régionaux et locaux.



Localisation de l'ODD 11 et de l'ODD 16

Huit ministres en chef du Sri Lanka ont participé à cet échange d'apprentissage, qui s'est tenu en mai 2016 avec des réunions à **Durban** et à **Johannesburg**. En partenariat avec la Fédération des autorités gouvernementales locales sri lankaises (FSLGA), SALGA, le PNUD et l'Institut municipal d'apprentissage eThekweni (MILE), l'événement a permis de partager des expériences constructives sur les approches d'aménagement et de développement urbain en Afrique du Sud puis sur les expériences du Sri Lanka.





Politiques de gestion urbaine et de service public

Huit maires brésiliens ont visité **Barcelone** en novembre 2016. Organisé conjointement avec Metropolis, le Front national des maires (FNP) du Brésil et la région métropolitaine de Barcelone, l'événement a permis aux maires de cerner les défis et les possibilités si l'on veut transférer les pratiques exemplaires de Barcelone sur des sujets tels que la gestion de la mobilité, le traitement des déchets, les maisons de l'entrepreneuriat et les projets de rénovation urbaine.



Cohésion sociale et dialogue interculturel et interreligieux

Organisé en juillet 2016 à **Lisbonne**, cet événement constituait la première réunion d'apprentissage par les pairs dans le cadre du projet Migration Ville à Ville en Méditerranée (MC2CM) (présenté ci-dessous). Avec la participation des villes du réseau MC2CM, du Groupe de travail de CGLU Migration et Co-développement, et facilité par la Commission Inclusion sociale, Démocratie participative et Droits humains de CGLU, le rassemblement a stimulé les échanges sur le rôle des gouvernements locaux en matière de cohésion sociale et de dialogue.



Les publications « **Ville à Ville : un Guide sur l'univers de l'apprentissage de CGLU** » et « **Conseils de CGLU pour que votre ville s'engage à apprendre** » ont été élaborées afin de partager des connaissances et d'inviter d'autres villes à apprendre les unes des autres. En partenariat avec l'OIT, CGLU a publié « **Construire des partenariats pour localiser l'ODD 8** » afin de soutenir les gouvernements locaux dans leurs initiatives d'apprentissage sur la croissance économique, l'emploi et le travail décent pour tous. (Ces publications sont seulement disponibles en anglais). Des vidéos ont été produites pour souligner l'importance de l'apprentissage et la contribution des gouvernements locaux aux ODD 5, 11 et 16.



MIGRATIONS ET COHÉSION TERRITORIALE

MC²CM | supporting
urban migration
governance



**Nurturing
dialogue**

**Sharing
knowledge**

**Engaging in
action**

Les villes jouent un rôle important pour l'inclusion des migrants, en créant un environnement propice à leur contribution à la vie urbaine culturelle et économique. Certaines villes à la longue tradition de migrations ont l'habitude **d'intégrer la migration au sein de domaines politiques pertinents** tels que le logement, la santé, l'éducation, la participation communautaire, l'urbanisme, le travail et l'emploi, alors que pour d'autres villes, ces migrations sont plutôt nouvelles dans le domaine politique.

Étant donné que CGLU est connue pour l'apprentissage entre villes, notre organisation a été sélectionnée en tant que partenaire clé du projet multipartite « **Migration Ville à Ville en Méditerranée** » (MC2CM), lancé et dirigé par le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD) et cofinancé par la Commission européenne, avec la participation d'ONU-Habitat et du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).

APPRENDRE SUR LA MIGRATION

L'objectif principal du projet est de **favoriser l'intégration des migrants au niveau local**, notamment sur la rive sud de la Méditerranée, en mettant l'accent sur les droits de l'homme. Lancé en février 2015, le projet durera trois ans.

Le travail de CGLU a consisté à créer et à faciliter un réseau de 10 villes : 5 en Europe et 5 en Méditerranée du sud et de l'est, en offrant savoir-faire et connaissances méthodologiques lors **d'activités d'apprentissage par les pairs**. En fonction des besoins et des choix des villes, les activités d'apprentissage se concentrent notamment sur : la cohésion sociale et le dialogue interculturel et interreligieux ; l'emploi et l'entrepreneuriat ; les droits de

l'homme et l'accès aux services de base ; l'hébergement des réfugiés ; la coordination interinstitutionnelle ; l'urbanisme et le logement ; et l'éducation et les langues.

Neuf villes ont participé à ce réseau : **Amman, Beyrouth, Lisbonne, Lyon, Madrid, Tanger, Tunis, Turin et Vienne**.

Suite à la phase initiale, consacrée à la création du réseau, le projet est maintenant actif sur 3 différents fronts : les **échanges de connaissances** ; le **dialogue** au niveau local grâce à des dialogues multipartites et au niveau international au moyen d'événements d'apprentissage par les pairs ; et enfin la **mise en œuvre d'un projet pilote** dans les villes du sud et de l'est de la Méditerranée.



5

LES COMMISSIONS
ET LES GROUPES DE TRAVAIL
DE CGLU



Les Commissions, les Groupes de travail, la Communauté de pratiques et la Taskforce de CGLU sont des mécanismes politiques mandatés par le Conseil mondial, dans le cadre des priorités et du programme de travail définis par CGLU.

Ces mécanismes contribuent à l'élaboration des politiques de CGLU, favorisent la coopération entre les membres et permettent d'exprimer nos points de vue et nos préoccupations sur la scène mondiale, ce qui accroît

l'influence du réseau dans son ensemble.

Ils visent à renforcer la participation politique et à soutenir le partage d'expertise entre les membres de CGLU sur des thèmes spécifiques, inscrits comme prioritaires dans l'Agenda mondial de CGLU.

À l'heure actuelle, CGLU dispose des mécanismes de politique actifs suivants : **10 Commissions, 5 Groupes de travail, 1 Taskforce et 1 Communauté.**

COMMISSIONS

COMMISSION PERMANENTE SUR L'ÉGALITÉ DES GENRES

L'AUTONOMISATION DES FEMMES POUR LA RÉALISATION DE L'ODD 5 ET DU NOUVEL AGENDA URBAIN

La Commission permanente sur l'égalité des genres de CGLU a favorisé la représentation des femmes élues locales dans le cadre du processus d'Habitat III et du Forum politique de haut niveau pour le développement durable (HLPF) de l'ONU. Elle a également fait inclure des références à l'égalité entre les genres dans l'engagement de Bogotá, au sein des recommandations de la Global Taskforce pour le Nouvel agenda urbain et dans la Déclaration de la Seconde Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux à la Conférence d'Habitat III.

Dans le cadre du Congrès mondial de CGLU en octobre à Bogotá, la Commission permanente a organisé le rassemblement des femmes élues locales. L'événement a permis de partager les défis et les expériences uniques rencontrés par les dirigeantes féminines dans les villes et les territoires. Il a souligné que l'autonomisation des femmes est à la fois un objectif du développement urbain durable et un moyen de l'atteindre, car l'intégration d'une perspective de genre dans toutes les politiques locales est essentielle pour la réalisation de l'ODD 5 et du Nouvel agenda urbain.



CULTURE

DES POLITIQUES CULTURELLES LOCALES POUR UN DÉVELOPPEMENT AXÉ SUR LES POPULATIONS

Outre le succès du Prix international « CGLU - Mexico - Culture 21 », la Commission Culture de CGLU a consolidé en 2016 les réseaux « Villes Leaders » et « Villes Pilotes », afin de faciliter l'apprentissage et les échanges entre pairs quant à la contribution des politiques culturelles locales au développement durable.

La Commission a également organisé le Dialogue politique « La culture, dimension de la transformation urbaine » lors du Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux à Bogotá. L'événement a mis en avant la reconnaissance de la fonction de la culture en tant que pilier du développement durable, qui devrait être inscrite dans le Nouvel agenda urbain afin de renforcer cette position.

COMMISSIONS

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET DIPLOMATIE DES VILLES

LE RÔLE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX AU NIVEAU DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET DE LA PAIX

Les membres de la Commission Coopération au développement et Diplomatie des villes de CGLU ont participé aux rassemblements du Forum des Nations Unies pour la Coopération au Développement (UNDCF) et du Partenariat mondial pour une coopération au développement efficace (GPEDC), en tant que champions de la coopération au développement de CGLU. Ils préconisent de mettre en évidence le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la coopération au développement.

La première édition du Prix pour la Paix de CGLU, organisée par la Commission, s'est déroulée lors du Sommet mondial de Bogotá. Elle a mis l'accent sur des pratiques innovantes mises en place par les gouvernements locaux en matière de prévention des conflits, de consolidation de la paix et de reconstruction.

Pour ce faire, la Commission a étroitement collaboré avec ses Groupes de travail, afin de soutenir les efforts de sensibilisation et de partager les initiatives les plus pertinentes avec l'Organisation mondiale.



DÉCENTRALISATION ET AUTONOMIE LOCALE

DÉTERMINER LES DÉFIS DE LA GOUVERNANCE URBAINE

La Commission Décentralisation et Autonomie locale de CGLU, conjointement avec ONU-Habitat et LES Cities, a partagé les résultats de son enquête en ligne sur la gouvernance urbaine lors d'une session spéciale du Sommet mondial de Bogotá.

Cette initiative tente de remédier au manque global de données sur la façon dont les villes sont gouvernées dans le monde entier. Cette connaissance peut aider les gouvernements locaux qui doivent prendre des décisions importantes pour faire face aux exigences actuelles. Cela leur permettra de planifier l'avenir immédiat de leurs villes, alors que nous vivons une époque où les taux d'urbanisation influent sur la dynamique du développement à l'échelle mondiale, ce qui pose des défis sans précédent à la gouvernance urbaine.

La Commission a réitéré son engagement envers le rapport GOLD, et sa collaboration avec la Commission Coopération au développement et Diplomatie des villes pour l'organisation du Prix pour la Paix de CGLU, ainsi qu'avec la Commission interrégionale Méditerranée, pour des travaux sur l'état de la décentralisation en Méditerranée.

VILLES NUMÉRIQUES ET DE LA CONNAISSANCE

LES GOUVERNEMENTS LOCAUX VERS UNE SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION INCLUSIVE

En el marco de su acuerdo con la asociación internacional Wireless Broadband Alliance (WBA), la Comisión de Ciudades Digitales y basadas en el Conocimiento de CGLU, coorganizó en junio de 2016 en Liverpool la «Connected City Summit». Con la participación de autoridades de ciudades, directores de sistemas de información y líderes del sector, el evento debatió cómo crear bases sostenibles para despliegues de ciudades inteligentes.

La Commission a également collaboré avec l'Organisation e-gouvernementale des villes et des gouvernements locaux (WeGO) et ONU-Habitat dans le cadre du projet de plateforme Uraia, qui vise à renforcer l'impact positif de l'innovation technologique sur l'établissement des budgets municipaux.

COMMISSIONS



FINANCES LOCALES POUR LE DÉVELOPPEMENT

LE FINANCEMENT DES AGENDAS MONDIAUX POUR LES GOUVERNEMENTS LOCAUX

Outre le rapport de 2016, « Les gouvernements sous-nationaux à travers le monde : structure et financement », la Commission des finances locales pour le développement de CGLU s'est concentrée sur la deuxième phase de l'étude sur les conditions pour la mobilisation des ressources locales, en élaborant des études de cas approfondies et en renforçant le travail de plaidoyer de CGLU quant au financement local.

La Commission a organisé un dialogue politique sur le financement du Nouvel agenda urbain lors du Sommet mondial de Bogotá. La session lui a permis d'exiger que le Nouvel agenda urbain tienne compte du lien important existant entre les investissements urbains pour les infrastructures, les services et les changements climatiques, et l'accès au financement.

La Commission a approfondi le débat sur le financement pour la lutte contre les changements climatiques lors du Sommet Climate Chance en septembre, ainsi que lors de sa mobilisation pour la COP 22 et le Sommet des élus locaux et régionaux pour le climat en novembre. La Commission a également fourni des contributions sur la décentralisation fiscale pour l'Unité Politique 5 d'Habitat III sur les Finances municipales et le système fiscal local.

COMMISSION INTERRÉGIONALE MÉDITERRANÉE

DIALOGUES MÉDITERRANÉENS SUR LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL, LA COHÉSION, LES FINANCES LOCALES ET LES MIGRATIONS

La Commission Méditerranée a organisé le 4^{ème} Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée (FLRAM) en novembre, à Tanger. La réunion, qui a permis aux élus locaux et régionaux de la Méditerranée d'échanger directement, a été précédée d'ateliers techniques, également organisés par la Commission en septembre, à Sousse.

Le Forum de Tanger a permis de discuter du développement territorial intégré et des ses enjeux, des gouvernements locaux en tant que moteur du développement et de la cohésion, des finances locales et des migrations, en mettant l'accent sur la région méditerranéenne.

Dans ce contexte, le projet Migration Ville à Ville en Méditerranée (MC2CM) a été évoqué, en mettant l'accent sur l'expérience sur le terrain des gouvernements locaux et régionaux en termes d'accueil des réfugiés et d'activités de plaidoyer à l'international à ce sujet.



COMMISSIONS

VILLES DE PÉRIPHÉRIE

VERS L'INCLUSION SOCIALE DANS LES VILLES PÉRIPHÉRIQUES DU MONDE

La Commission Villes de périphérie de CGLU s'est attachée à partager les points de vue des villes périphériques lors des consultations et des réunions de travail préalables à la rédaction du chapitre sur les régions métropolitaines du rapport GOLD IV, intitulé « Créer l'avenir urbain ».

La Commission a contribué au rassemblement des villes métropolitaines et périphériques lors du Sommet mondial de Bogotá. Elle a rappelé qu'il était important de lutter contre les inégalités et l'exclusion dans les agglomérations urbaines, qui ne cessent de s'accroître.

La Commission a également discuté de la préparation du prochain Forum mondial des autorités locales de périphérie (FALP) et a participé à des initiatives de l'Observatoire international de la démocratie participative (IOPD) et de Mercociudades.

PLANIFICATION STRATÉGIQUE URBAINE

PROMOUVOIR LES ESPACES PUBLICS EN TANT QUE BIENS PUBLICS DANS LES VILLES

Tout au long de l'année, la Commission de planification stratégique urbaine de CGLU a activement contribué aux discussions mondiales sur les espaces publics. Elle a également assuré la préparation et le lancement, lors du Sommet mondial de Bogotá, du Cadre politique sur les espaces publics de CGLU. En s'appuyant sur des expériences concrètes, le document souligne en quoi les espaces publics constituent un bien commun et un atout public de grande valeur, qui ont un impact direct sur la qualité de vie de tous les citoyens.

La Commission s'est associée au Groupe de travail sur les villes intermédiaires afin de soutenir le développement de leurs initiatives au sein de l'organisation ; elle a également participé à des activités d'apprentissage sur le développement de l'espace public.

La Commission a également renforcé ses partenariats avec les membres, les agences des Nations Unies et d'autres parties prenantes, afin de promouvoir les échanges sur la coopération Sud-Sud, le développement économique local et les marchés.

INCLUSION SOCIALE, DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET DROITS HUMAINS

L'INCLUSION DU DROIT À LA VILLE DANS LE NOUVEL AGENDA URBAIN

En 2016, la Commission Inclusion sociale, Démocratie participative et Droits humains de CGLU s'est engagée dans le processus Habitat III, afin de plaider en faveur de l'inclusion de la notion de droit à la ville et de droits de l'homme en ville au sein du Nouvel agenda urbain. Ce point de vue se reflète également dans le « Dialogue politique sur le droit à la ville au cœur de l'agenda urbain », organisé lors du Congrès mondial de Bogotá.

Tout au long de l'année, la Commission a travaillé avec la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux et a renforcé ses partenariats avec la société civile, via la Plate-forme mondiale pour le droit à la ville, des organisations internationales (par exemple, le Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme) ou avec d'autres membres du réseau de CGLU.

La Commission a également partagé le suivi des politiques d'inclusion sociale de la ville de Bogotá, qui se basent sur la Charte-Agenda mondiale des Droits de l'homme dans la cité, et a contribué à une session de formation sur les migrations en juillet.



GROUPES DE TRAVAIL

RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DES CAPACITÉS

PLAIDOYER ET ÉCHANGES DE CONNAISSANCES SUR L'EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT



Lors du sommet mondial de Bogotá en octobre et du PMCED de Nairobi en novembre, le CIB a présenté sa publication sur le rôle des gouvernements locaux pour l'efficacité du développement. Cette publication se base sur l'étude de la participation des associations de gouvernements locaux aux stratégies nationales de développement, ainsi que

sur des entretiens approfondis avec des associations locales spécifiques.

Conformément aux mécanismes internationaux d'élaboration de politiques sur la coopération et l'efficacité du développement, le groupe de travail CIB et les champions de CGLU en coopération pour le développement ont également participé aux réunions du PMCED et de l'UNDCF tout au long de 2016. À cet égard, le CIB a participé à plusieurs discussions et groupes de travail liés au PMCED, et a organisé conjointement un atelier technique sur les IPM avec le Secrétariat mondial de CGLU en juin.

Le CIB promeut les échanges sur le suivi et l'évaluation au sein de la gestion de projet, ainsi que pour la mise en œuvre des ODD, en liaison avec l'initiative menée par la Global Taskforce, ONU-Habitat et le PNUD sur la localisation des ODD.



GROUPES DE TRAVAIL



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

LA CONTRIBUTION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL POUR UN MONDE PLUS DURABLE

En 2016, le Groupe de travail de CGLU sur le développement économique local a adopté le document de politique générale « Le rôle des gouvernements locaux pour le développement économique local ». Ce document, présenté au Sommet mondial de Bogotá et à la Conférence Habitat III à Quito, est actuellement utilisé, ce qui démontre la valeur du développement économique local

en tant que cadre global pour la localisation des ODD.

Le Groupe de travail travaille actuellement sur le processus préparatoire du 4^{ème} Forum mondial du développement économique local qui aura lieu au Cap Vert en octobre 2017. Il se penchera sur les opportunités locales qui permettront de parvenir à des sociétés plus durables, inclusives et égalitaires.

GRUPES DE TRAVAIL

VILLES INTERMÉDIAIRES

POSITIONNER LES VILLES INTERMÉDIAIRES SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Le Groupe de travail de CGLU sur les villes intermédiaires a participé aux discussions et aux réunions de travail dans le cadre du processus GOLD IV, ainsi qu'à l'élaboration du Chapitre sur les villes intermédiaires, en insistant sur le fait que ces villes forment un lien essentiel entre le niveau mondial et le niveau local.

Le Groupe de travail a contribué au rassemblement des villes intermédiaires du Sommet mondial de Bogotá, en soulignant les pressions que les villes intermédiaires connaissent dans les pays en développement. Auparavant, le Groupe de travail avait organisé conjointement un atelier d'apprentissage lors du Bureau exécutif de CGLU à Kazan.

Le Groupe de travail a également préconisé d'accorder une plus grande importance aux villes intermédiaires au cours des discussions mondiales, en présentant la Déclaration des villes intermédiaire de CGLU lors du Sommet mondial de Bogotá et de la Conférence Habitat III en octobre.

GOVERNEMENTS LOCAUX ET COOPÉRATION AU MOYEN-ORIENT

LA RÉPONSE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX AUX CRISES DANS LA RÉGION

Le Groupe de travail de CGLU Gouvernements locaux et Coopération au Moyen-Orient s'attelle aux multiples crises qui affectent cette région. Il prend systématiquement en compte la complexité de ces dynamiques, afin de faire connaître cette situation critique, de promouvoir le débat institutionnel et l'apprentissage parmi les membres.

En 2016, le Groupe de travail a collaboré étroitement avec la Section CGLU-MEWA pour répondre à la situation critique des réfugiés syriens. La Section étudie actuellement des possibilités concrètes pour que les gouvernements locaux puissent répondre aux diverses crises qui affectent la région du Moyen-Orient.



MIGRATION ET CO-DÉVELOPPEMENT

S'ATTAQUER À LA RÉALITÉ TRANSVERSALE DES MIGRATIONS POUR LES GOUVERNEMENTS LOCAUX

Le Groupe de travail de CGLU Migration et Co-développement a identifié plusieurs synergies avec les Commissions et les Groupes de travail, afin de trouver un terrain d'entente. Ils considèrent les migrations et le co-développement comme une réalité transversale, qui comprend simultanément des mouvements de population forcés et choisis et qui favorise un développement durable et équilibré.

Le Groupe de travail a activement participé à différentes activités du projet Migration Ville à Ville en Méditerranée (MC2CM) et a organisé conjointement un atelier sur « La protection des droits de l'homme et la cohésion sociale : le défi des villes », lors d'un événement d'apprentissage entre pairs en novembre 2016, à Tanger. Le Groupe de travail a contribué à ce projet en élaborant le document intitulé « Principes directeurs pour l'action locale en matière d'immigration et d'accueil des réfugiés ».

Le Groupe de travail a collaboré avec le Réseau des femmes élues locales d'Afrique (REFELA) pour parler de l'importance de l'autonomisation des femmes en Afrique et tirer parti du savoir-faire du réseau africain.

TASKFORCE

PRÉVENTION ET GESTION TERRITORIALE DES CRISES

LES GOUVERNEMENTS LOCAUX FONT LE LIEN ENTRE LES INTERVENTIONS HUMANITAIRES ET DE DÉVELOPPEMENT

La Taskforce de CGLU pour la prévention et la gestion territoriale des crises vise à mettre en évidence le lien qui existe entre interventions humanitaires et de développement, tout en mettant l'accent sur le rôle des gouvernements locaux et des différentes parties prenantes au niveau de la réponse et de la préparation face aux crises urbaines.

La Taskforce a participé aux discussions du Sommet humanitaire mondial en mai, ainsi qu'au lancement de l'Alliance mondiale pour les crises urbaines. La Taskforce a fourni les points de vue des gouvernements locaux lors des débats sur les réponses humanitaires urbaines ainsi que sur le développement de territoires résilients, suite à l'adoption en 2015 du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

L'atelier « Villes en Crises », organisé lors du Sommet mondial de Bogotá, a préconisé le renforcement du rôle des gouvernements locaux à toutes les étapes de la gestion des crises, assurant ainsi un continuum entre les secours d'urgence et la planification de la reconstruction pour progresser vers le développement durable.



COMMUNAUTÉ DE PRATIQUES



INNOVATION URBAINE

UNE PLATE-FORME POUR PERMETTRE AUX VILLES DE METTRE EN ŒUVRE LES ODD ET LE NOUVEL AGENDA URBAIN, À TRAVERS DES ÉCHANGES

La Communauté de pratiques de CGLU pour l'innovation urbaine cherche à renforcer la coopération internationale en matière d'innovation urbaine, en facilitant des recherches pertinentes et le développement pour le Prix de Guangzhou.

En contribuant à des événements en Chine, en Asie et au niveau mondial, la Communauté a favorisé l'apprentissage et l'échange au sein de la communauté urbaine. Elle a également permis au public de participer à l'innovation urbaine en organisant des sessions dans la ville de Guangzhou.

La Communauté a organisé un atelier lors du Sommet mondial de Bogotá, afin de montrer comment le Prix de Guangzhou permet d'identifier, de documenter et de partager les bonnes pratiques en matière d'innovation urbaine, en favorisant la mise en œuvre locale des ODD. Cet événement a précédé la célébration du 3ème prix de Guangzhou en décembre.

6

LES SECTIONS DE CGLU



Le réseau décentralisé de CGLU se compose de Sections régionales qui, dans leurs zones géographiques, élaborent leurs propres politiques et initiatives, tout en fournissant un soutien institutionnel à l'Organisation

mondiale. L'organisation comprend également deux Sections spécialisées : Metropolis, une Section représentant les villes métropolitaines, et les Régions de CGLU, travaillant en tant que Forum des Régions.

AFRIQUE



L'APPEL À UN ACCÈS AU FINANCEMENT CLIMATIQUE POUR LES AUTORITÉS LOCALES ET RÉGIONALES AFRICAINES

Avec des participants provenant de 114 pays, dont 50 pays africains, CGLU Afrique a activement contribué à la forte mobilisation des autorités locales africaines pour la lutte contre le changement climatique. Plus de 1000 participants ont pris part au 2ème Sommet mondial des élus locaux pour le climat, qui s'est tenu en novembre 2016 à Marrakech, dans le cadre de la COP 22. Lors du Sommet, organisé par l'Association marocaine des présidents des conseils communaux (AMPC) et l'Association des régions de France, en partenariat avec plusieurs réseaux internationaux, les autorités locales et régionales africaines ont demandé que leurs préoccupations et leurs points de vue sur l'accès au financement pour la lutte contre le changement climatique soient incluses dans le document final de l'événement, la Feuille de route de Marrakech pour l'Action.

ASIE-PACIFIQUE

QUALITÉ DE VIE DANS LES VILLES

Le 6ème Congrès de CGLU-ASPAC a été organisé sur le thème « Les régions, la vie et la culture au sein du Nouvel agenda urbain ». Il a été accueilli par le gouvernement provincial de Jeollabuk du 5 au 8 septembre 2016. Plus de 140 gouvernements locaux et 500 représentants ont participé à l'événement. Le Congrès s'est concentré sur des thèmes essentiels pour la région Asie-Pacifique et les actions permettant d'améliorer la qualité de vie. Les intervenants ont souligné la valeur du leadership, de la bonne gouvernance, de la gouvernance territoriale et de la culture dans les gouvernements locaux. Ils ont également fait état du développement local et des approches spécifiques à cette région.



EURASIE



UN OUTIL DE COMMUNICATION MIS À JOUR POUR RELIER LA RÉGION AU RESTE DU MONDE

En 2016, CGLU Eurasie a lancé son nouveau site officiel. Cet effort, qui fait partie d'une initiative plus large de renouvellement des instruments de communication et de la stratégie de la Section, vise à fournir une plus grande visibilité aux activités entreprises par les gouvernements locaux dans cette région. Il vise également à fournir les informations internationales essentielles aux membres de la région.



EUROPE



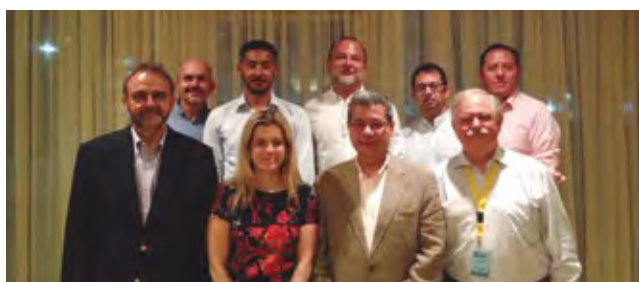
Local & Regional Europe

REPENSER L'EUROPE

Le CCRE et ses partenaires du monde entier ont discuté de la meilleure façon d'équiper les villes et les régions pour faire face aux défis du futur, lors du Congrès du CCRE à Nicosie, en avril 2016. Le Congrès du CCRE souhaitait discuter de la manière dont nous pouvons préparer les gouvernements locaux et régionaux. Tout au long du Congrès et de ses 30 sessions supplémentaires, les participants ont partagé leurs bonnes pratiques et ils ont proposé des solutions et des idées, afin d'élaborer une ligne de travail pour poursuivre cette ambition ensemble et avec nos partenaires européens et mondiaux. Ils ont appelé à repenser le projet européen lors de la plénière de clôture du Congrès en suggérant qu'une nouvelle manière d'appliquer les politiques locales et européennes renforcerait un enthousiasme un peu « éteint » envers l'Europe.



AMÉRIQUE LATINE



VERS L'UNIFICATION DU MOUVEMENT MUNICIPAL DANS LA RÉGION

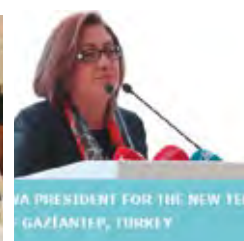
Avec la signature de l'Accord latino-américain pour l'unité dans la diversité lors du Sommet mondial de Bogotá en octobre 2016, les membres latino-américains du Conseil mondial de CGLU ont renforcé le mécanisme de dialogue informel - CORDIAL. Avec l'appui du Secrétaire de Flacma, du Secrétaire permanent de Mercociudades et du Secrétariat mondial de CGLU, ce mécanisme permettra de commencer à renforcer la lutte et la voix unifiée des gouvernements démocratiques autonomes de la région latino-américaine.

MOYEN-ORIENT ET ASIE DE L'OUEST



DÉFIS HUMANITAIRES

Le 5ème Congrès ordinaire de CGLU-MEWA s'est tenu à Gaziantep en Turquie, en avril 2016, sous l'égide de la municipalité métropolitaine de Gaziantep. Fatma ahin, maire de Gaziantep, a été élue présidente de CGLU-MEWA et cinq autres coprésidents ont été élus. Le Congrès a souligné que les membres de MEWA avaient besoin d'aide pour faire face aux problèmes humanitaires et migratoires dans leurs villes.



AMÉRIQUE DU NORD



LE PARTENARIAT CLÉ ENTRE LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET NATIONAUX DU CANADA



La Fédération des municipalités canadiennes (FCM), qui facilite la Section nord-américaine de CGLU, a organisé son Congrès annuel et son Salon professionnel du 2 au 5 juin à Winnipeg. L'événement, qui a rassemblé 2000 participants, a permis de partager des connaissances et de définir l'agenda politique et les priorités. Il s'est concentré sur la dynamique actuelle de la collaboration entre les niveaux fédéral et municipal.

SECTION MÉTROPOLITAINE

metropolis ●



DÉFIS ET OPPORTUNITÉS POUR LES MEMBRES DE METROPOLIS

Le Secrétariat Général de Metropolis a organisé en juillet à Barcelone deux jours de réflexion sur les nouveaux défis et opportunités qui s'offrent à l'association. L'événement, qui a compté avec la participation d'organisations membres et collaboratrices, a abordé l'impact des ODD, le Nouvel agenda urbain et l'évolution du système international de réseaux de gouvernements locaux parmi les membres. La session a permis de définir les objectifs de son Réseau International Femmes et d'échanger des points de vue sur les quatre domaines d'activité de l'association : partage de connaissances, formation, transfert de politiques et plaidoyer.

FORUM DES RÉGIONS

L'AGENDA DES GOUVERNEMENTS RÉGIONAUX SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Le Forum des Régions a organisé le rassemblement des gouvernements régionaux lors du Congrès mondial de CGLU en octobre 2016, à Bogotá. Cet événement a établi un programme spécifique pour ce type de membres et a appelé à faire entendre la voix des gouvernements régionaux lors des discussions internationales. Ils devraient avoir un rôle mieux défini au sein de la gouvernance multipartite et un développement territorial plus équilibré. Les participants ont également souligné qu'il était important d'aborder la sécurité alimentaire et de se concentrer sur les relations rurales-urbaines.



7

L'ORGANISATION

L'ORGANISATION



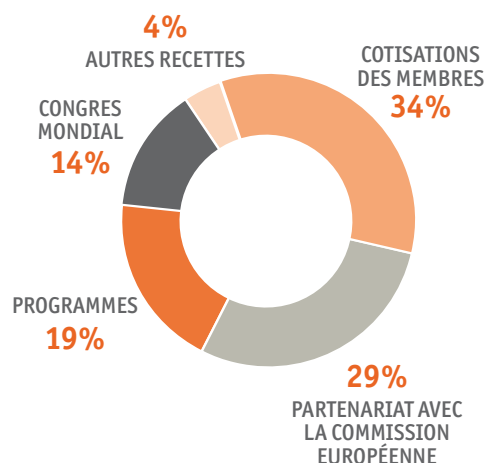
Le Secrétariat mondial de CGLU à Barcelone est responsable de la gestion courante de l'Organisation mondiale, y compris de ses affaires financières, sous la direction du Secrétaire général, Josep Roig et de son adjointe, Emilia Saiz. Son travail consiste à coordonner le travail de plaidoyer de CGLU au niveau mondial auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres instances,

gérer la présence en ligne de l'organisation et les publications, et animer des projets d'apprentissage entre pairs au niveau mondial.

Le Secrétariat mondial organise également les réunions statutaires de CGLU - le Bureau exécutif, le Conseil mondial et le Congrès mondial - en partenariat avec les villes membres de différents membres du monde entier.

BUDGET DU SÉCRÉTARIAT MONDIAL

Répartition des recettes



Exécution du budget

RESSOURCES HUMAINES **1.475.092 €**

PROGRAMMES **710.816 €**

CONGRES **498.363 €**

REPRESENTATION **353.799 €**

HONORAIRES **352.827 €**

FRAIS GENERAUX **136.741 €**

COMMUNICATION ET PUBLICATIONS
131.798 €

AMORTISSEMENT **12.870 €**

TOTAL 3.672.306 €

Provenance des principales contributions fournies à CGLU pour les programmes

- Commission Européenne
- Province de Barcelone
- Ville de Bogota
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- Agence française de Développement
- ONU- Habitat
- Organisation Internationale du Travail
- Plusieurs gouvernements locaux qui ont réalisées des contributions spéciales aux commissions sur la Culture et l'Inclusion sociale.

Autres contributions permettant à CGLU de fonctionner à coûts réduits

- La ville de Barcelone met à disposition les bureaux du Secrétariat mondial.
- Les organisations et les Autorités Locales qui assurent le financement des commissions et des groupes de travail.
- Les villes hôtes qui supportent le coût des réunions statutaires, des équipements et des événements sociaux.

Réalisation du budget 2016

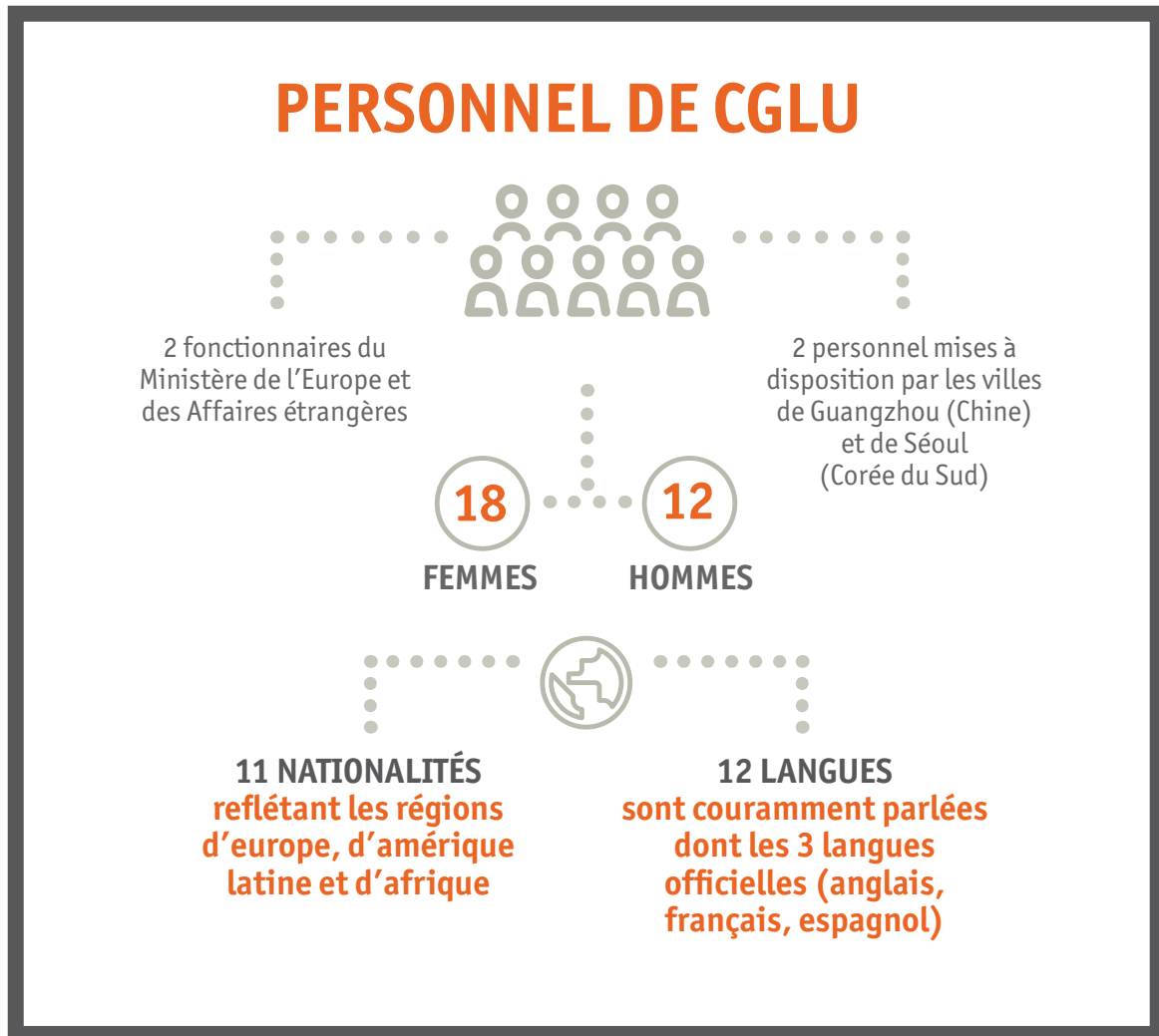
L'exercice 2016 s'est caractérisé comme étant la deuxième année de mise en œuvre de la subvention reçue de la Commission européenne, selon l'accord de partenariat stratégique avec CGLU, ainsi que l'année du 5e Congrès mondial de CGLU qui s'est déroulé à Bogotà.

L'appui de la Commission européenne, ainsi que celui de la ville de Bogotà, de nos membres et d'autres partenaires de différents programmes, ont permis de renforcer les activités dans tous les domaines de travail identifiés par les instances statutaires et d'accroître la visibilité de l'organisation mondiale sur la scène internationale.

L'organisation mondiale, ainsi que ses sections, commissions et groupes de travail, ont pu bénéficier de précieuses contributions.

- CGLU-ASPAC
- CGLU-MEWA
- Partenaires d'Amérique latine (FLACMA et MERCOCIUDADES)
- Cités Unies Liban
- Commission de coopération au développement et diplomatie des villes
- Groupe de travail sur le renforcement institutionnel et des capacités
- Taskforce sur la prévention et gestion territoriales des crises
- Commission sur les finances locales et le développement
- Commission d'inclusion sociale, démocratie participative et droits humains
- Commission Culture

RESSOURCES HUMAINES



Une plus grande synergie entre les différents domaines d'action

En 2016, le changement organisationnel lancé en 2015 s'est poursuivi et des progrès ont été réalisés dans les nouvelles méthodes de travail et façons d'interagir entre différentes équipes de travail au sein du Secrétariat mondial et dans le reste du réseau. La collaboration de consultants externes avec l'équipe de CGLU a permis de célébrer

le 5e Congrès mondial avec un nombre record de participants, un programme que tous les délégués ont très bien valorisé, ainsi que le renforcement d'espaces dédiés au networking. Ces dynamiques de travail ont généré un changement culturel dans la façon de gérer l'agenda international et se poursuivront à l'avenir.

Copyright © 2017 UCLG

Tous droits réservés. Nulle partie de ce livre ne peut être réimprimée, reproduite ou utilisée sous quelque forme ou par quelque moyen électronique, mécanique ou autre, actuel ou futur, y compris la photocopie et l'enregistrement, ou tout système de stockage d'information ou de récupération, sans autorisation écrite des éditeurs.

United Cities and Local Governments
Cités et Gouvernements Locaux Unis
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos
Avinyó 15 08002 Barcelona
www.uclg.org

Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document est de la responsabilité de CGLU et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de l'Union européenne.

Crédits photos :

Photos de couverture : ©UCLG

Photos des pages :

13 : ©UN | Eskinder Debebe

14 : ©IISD | Franz Dejon

18 : ©Cor_President

20 : ©OCHA | Berk Ozkang

21 : ©GPEDC and ©ECOSOC

22 : ©PFD

47 : ©Guangzhou_Award

49, 51, 71 : ©CEMR-CCRE

64 : ©CIB

70 : ©UCLG-AFRICA

70 : ©UCLG-ASPAC

72 : ©UCLG-MEWA

72 : ©UCLG-NORAM

Toutes les autres photos de ce rapport sont de CGLU

Concepción graphique et mise en page : www.ggrafic.com

LOCAL ACTION FOR GLOBAL DEVELOPMENT TOWARDS A NEW URBAN AGENDA



WHAT LOCAL GOVERNMENTS NEED TO KNOW

PEOPLE

Local action for global development: towards a New Urban Agenda

Local and regional governments are for action to achieve the SDGs and strengthen their participation in the run up to Habitat III



SDGs is a crucial step for governments and people to work together to achieve the SDGs and the New Urban Agenda. The SDGs are the global action plan for people, planet, prosperity, peace and justice. The SDGs are the blueprint for sustainable development for 2030 and the international system. SDGs have to be implemented by all countries. The SDGs require all of us to work together to achieve them. We need to work together to achieve them. We need to work together to achieve them.

5th UCLG Congress
WORLD SUMMIT
OF LOCAL
AND REGIONAL
LEADERS



BOGOTA 2016

SAVE
THE DATE



www.uclg.org

Avec le soutien de:  Commission européenne

Afrique

Asie-Pacifique

Eurasie

Europe

Amérique Latine

Moyen Orient-Asie de l'Ouest

Amérique du Nord

Section Métropolitaine

Forum des Régions

